CPM

CAISSE DE PENSIONS MIGROS

# Compte rendu de l'exercice 2019

# Gestion du risque –

## la clé d'une gestion d'entreprise tournée vers l'avenir

L'aptitude et la propension au risque ont un impact direct sur la marge de manœuvre des institutions de prévoyance. C'est pourquoi il est essentiel de connaître, de comprendre et de discuter les risques et leurs effets.

La CPM considère une gestion du risque efficiente et prévoyante comme une tâche de conduite importante. La stratégie repose sur une gestion d'entreprise axée sur la création de valeur et suppose une aptitude à saisir les opportunités et à prendre certains risques en vue de maintenir les prestations et/ou de réduire les cotisations. La protection des personnes et de la fortune est également indispensable.

La propension au risque peut varier selon les secteurs d'activité. Les facteurs de valeur et de risque sont analysés en permanence et les risques gérés par des mesures judicieuses. Les rapports axés sur les bénéficiaires garantissent l'échange d'information à tous les niveaux. Dans le compte rendu d'exercice de cette année, la direction se concentre sur notre processus de gestion du risque.

# Sommaire


Éditorial 3

Vue d'ensemble des chiffres-clés 5

Rapport annuel 7

1. Rétrospective et prévisions 10
2. Placements 18

Comptes annuels 27

Bilan 28

Compte d'exploitation 29

Annexe aux comptes annuels 30
1. Principes et organisation 30
2. Membres actifs et bénéficiaires de rentes 37
3. Nature de l'application du but 38
4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence 42
5. Risques actuariels / couverture des risques / degré de couverture 43
6. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements 47
7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation 57
8. Demandes de l'autorité de surveillance 60
9. Autres informations relatives à la situation financière 60
10. Événements postérieurs à la date du bilan 60

Rapports

Rapport de l'expert en matière de prévoyance professionnelle 61

Rapport de l'organe de révision 62

**Comité directeur du conseil de fondation de la CPM**
Jörg Zulauf, président du conseil de fondation
Urs Bender, vice-président du conseil de fondation

**Direction de la CPM**
De g. à d.: Sergio Campigotto, Administration, directeur adjoint;
Reto Schär, Biens immobiliers Suisse;
Adrian Ryser, Asset Management;
Christoph Ryter, directeur;
Philipp Küng, Assurance

# Éditorial

## Chères lectrices, chers lecteurs,

Contrairement à toutes les prévisions, nous enregistrons cette année un excellent résultat des placements, le meilleur de ce siècle! La performance de 11.9 % est remarquable non seulement en termes absolus, mais aussi par rapport à celle de notre benchmark (11.2 %). Ce bon résultat a incité le conseil de fondation à tirer parti de cette situation favorable et à appliquer un taux d'intérêt technique plus prudent que l'année dernière de 1.5 % (au lieu de 2.0 %) pour l'évaluation des engagements. Le conseil de fondation a ainsi anticipé une recommandation dans ce sens de notre expert en assurances de pensions. Une directive technique déclarée de force obligatoire par la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle est entrée en vigueur au 31 décembre 2019. Elle prévoit une réduction du taux d'intérêt technique pour notre caisse.

En raison de l'évaluation plus prudente, le degré de couverture de la caisse n'a que légèrement augmenté de 1.2 point de pourcentage à 115.4 %. En comparaison, nous sommes toutefois en bonne position et avons stabilisé la performance financière de la CPM avec la révision du règlement de prévoyance en début d'année. Grâce à une préparation minutieuse et à une communication globale avec toutes les parties, le passage au règlement 2019 s'est déroulé sans accrocs.

Néanmoins, l'environnement de taux bas demeure un important sujet de préoccupation. C'est pourquoi le conseil de fondation réexaminera, dans le courant de cette année, la stratégie de placement actuelle avec un conseiller externe sur la base d'une analyse ALM. Par cette analyse, nous voulons nous assurer que la CPM pourra générer, à l'avenir également, un rendement conforme au marché sur les marchés des placements.

En cours d'exercice, un changement est intervenu au sein de la direction de la Caisse de pensions Migros: à la fin septembre, le responsable de longue date de la direction Assurance Danilo Follador a pris sa retraite à l'âge de 64 ans. Philipp Küng lui a succédé. Je saisis cette occasion pour remercier cordialement Danilo Follador de toutes ces années de bons et loyaux services et lui adresser mes meilleurs vœux pour cette nouvelle tranche de vie. Nous souhaitons également à Philipp Küng beaucoup de succès dans sa phase d'introduction et de satisfaction dans ses nouvelles fonctions.

Cette année, la gestion du risque est le leitmotiv du présent compte rendu d'exercice. Je vous souhaite une lecture intéressante et remercie les organes suprêmes ainsi que l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du siège de leur excellent travail.

Jörg Zulauf
Président du conseil de fondation

# Vue d'ensemble des chiffres-clés

| | | 2019 | 2018 | 2017 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble des assurés** | | 80 556 | 81 288 | 81 156 | 80 851 |
| ■ dont actifs | | 51 959 * | 52 723 * | 52 718 * | 52 369 * |
| ■ dont bénéficiaires de rentes | | 28 597 ** | 28 565 ** | 28 438 ** | 28 482 ** |
| **Employeurs affiliés** | | 43 | 44 | 43 | 43 |
| **Placements en capitaux** | *en millions de CHF* | 25 997.9 | 23 332.6 | 23 795.9 | 22 202.2 |
| **Performance des placements** | *%* | 11.9 | –1.9 | 9.0 | 5.3 |
| **Excédent des produits et des charges (–)** *(avant modification de la réserve de fluctuation de valeurs)* | *en millions de CHF* | 539.8 | –965.6 | 1 572.5 | –1 264.6 |
| **Excédent technique** *(fonds libres + réserve de fluctuation de valeurs)* | *en millions de CHF* | 3 367.0 | 2 827.3 | 3 792.8 | 2 220.4 |
| **Valeur cible de la réserve de fluctuation de valeurs** | *en millions de CHF* | 4 158.6 | 3 794.4 | 3 719.2 | 3 659.5 |
| **Déficit de la réserve (–) / fonds libres** *(après prise en compte de la réserve de fluctuation de valeurs requise)* | *en millions de CHF* | –791.6 | –967.1 | 73.6 | –1 439.1 |
| **Degré de couverture** *selon l'art. 44 OPP 2* | *%* | 115.4 | 114.2 | 119.4 | 111.5 |
| **Bases techniques** | *%* | LPP 2015 (TG) 1.5 | LPP 2015 (TG) 2.0 | LPP 2015 (TG) 2.0 | LPP 2015 (TG) 2.0 |
| **Cotisations de l'employeur** | *en millions de CHF* | 431.5 | 417.2 | 412.9 | 408.0 |
| **Cotisations des salariés** | *en millions de CHF* | 203.3 | 195.3 | 191.8 | 188.2 |
| **Prestations réglementaires** | *en millions de CHF* | 758.7 | 679.1 | 668.7 | 643.3 |
| **Revenu assuré en assurance complète** | *en millions de CHF* | 2 380.5 | 2 270.7 | 2 252.9 | 2 215.3 |
| **Frais d'administration pour l'application du règlement** | *en millions de CHF* | 7.5 | 7.6 | 8.2 | 8.5 |
| **Frais d'administration pour l'application du règlement par personne assurée** | *CHF* | 93.2 | 93.2 | 101.2 | 104.9 |
| **Frais de gestion de la fortune par CHF 100 de placements de la fortune** | *centimes* | 33.7 | 34.9 | 31.4 | 31.6 |

* *Sans sorties en suspens*

** *Sans comptages multiples découlant de l'invalidité partielle, des retraites partielles et d'un deuxième rapport d'assurance*

# Rapport annuel

# Gestion du risque

La gestion du risque se réfère à l'ensemble des règles d'organisation inhérentes à une gestion entrepreneuriale et consciente des risques.

La gestion du risque à l'échelle de l'entreprise est un processus qui incombe aux organes de surveillance et de la direction, aux cadres dirigeants et aux collaborateurs d'une organisation.

Outre l'identification précoce et globale ainsi que l'évaluation des risques, des mesures appropriées de gestion, de surveillance et de communication sont définies.

La CPM applique une gestion du risque pragmatique.

Dans la gestion de notre institution de prévoyance, le traitement périodique des risques fait partie de notre devoir de diligence.

Les analyses et décisions qui en découlent sont à justifier à l'égard des organes supérieurs, des assurés et des employeurs.

Christoph Ryter, directeur

Les exigences liées à la surveillance et à la gestion des risques ne cessent de croître.

Le maintien d'un système de contrôle structuré couvrant tous les aspects principaux de la gouvernance est indispensable.

Sergio Campigotto, responsable Administration

L'évaluation du risque permet de saisir les opportunités et de limiter les risques.

L'efficacité de la gestion du risque est garantie par une attribution claire des tâches, des compétences et des responsabilités ainsi que par l'établissement de rapports périodiques.

Adrian Ryser, responsable Asset Management

# 1. Rétrospective et prévisions

## 1.1 Rétrospective

### Activité des organes

L'assemblée des délégués fait office de lien entre le conseil de fondation et les entreprises affiliées ainsi que de comité d'élection pour les représentants des salariés au conseil de fondation. Le 21 mars 2019, l'assemblée des délégués nouvellement élue s'est réunie pour la première fois dans le cadre du mandat 2019 à 2022. Les délégués des salariés ont élu les représentants des salariés au conseil de fondation ainsi que trois salariés membres suppléants du conseil de fondation pour le mandat 2019 à 2022. Urs Bender a été élu à l'unanimité par les délégués des salariés en tant que nouveau vice-président du conseil de fondation. Il succède à Adrian Marbet qui était en fonction depuis de nombreuses années et qui s'est retiré au début du nouveau mandat. En outre, les délégués ont pris connaissance du compte rendu de l'exercice 2018. Le directeur a abordé les questions soumises préalablement à l'assemblée des délégués, en particulier sur l'objectif de performance de la prévoyance professionnelle. Stefan Beiner, responsable Asset Management de Publica, a donné un aperçu de l'activité de placement de cette institution de prévoyance.

Le conseil de fondation s'est réuni pour la première fois le 21 mars 2019 dans sa nouvelle composition. Au total, trois réunions ont eu lieu au cours de l'exercice. Un séminaire de perfectionnement s'est en outre tenu le 10 septembre 2019 sur le thème de la durabilité. L'oratrice invitée, Madame Ingeborg Schumacher-Hummel, a abordé le sujet sous l'angle d'une politique de placement durable. Madame Veronica Weisser a fourni des pistes de réflexion sur une politique de prévoyance plus durable dans les premier et deuxième piliers visant à garantir la stabilité financière à long terme. Les principaux sujets préparés par la direction et les comités, qui ont été traités en cours d'exercice par le conseil de fondation, sont résumés dans les pages suivantes.

#### Comités pour le mandat 2019 à 2022

Au cours de la première réunion de l'exercice sous revue, les délégués suppléants des bénéficiaires de rentes, les membres du comité des placements et du comité de prévoyance ainsi que les représentants de la CPM au conseil de fondation de la fondation de placement et de la fondation de placement Immobilier ont été élus pour le mandat 2019 à 2022.

#### Taux d'intérêt

Dans le cadre de la révision du règlement 2019, les taux d'intérêt des plans fondés sur la primauté des prestations et des cotisations ont été uniformément réduits à 3.0 % au cours de l'exercice sous revue. Le taux d'intérêt des avoirs d'épargne dans le plan prévoyant une prestation en capital, du compte supplémentaire et d'excédents a été ajusté au taux d'intérêt technique pour l'évaluation des engagements de 2.0 %. Jusqu'à présent, la rémunération correspondait au taux d'intérêt minimal LPP de 1.0 %. La rémunération de la réserve de contributions de l'employeur correspond au taux d'intérêt des avoirs en compte courant des entreprises-M auprès de la fédération des coopératives Migros qui s'élève encore à 0.05 %.

#### Évolution/Prochaines étapes du règlement de prévoyance

Le règlement de prévoyance 2019 est entré en vigueur au 1er janvier 2019. L'objectif d'une stabilisation financière de la CPM et du maintien en parallèle de la primauté des prestations a ainsi été atteint. Lors de la réunion d'automne du conseil de fondation, les étapes ultérieures abordées dans le cadre de cette réforme, en particulier le changement de primauté sans incidence sur les prestations, ont fait l'objet de discussions plus approfondies. Le conseil de fondation a alors décidé de réactiver le comité de prévoyance avec pour mandat d'établir un plan d'action pour les prochaines étapes d'une nouvelle révision du règlement de prévoyance.

#### Rapport de risque

Le rapport de risque établi chaque année à l'attention du conseil de fondation identifie une nouvelle fois 45 risques. Grosso modo, 16 de ces risques (15 dans l'exercice précédent) sont considérés comme importants. Après l'instauration de toutes les mesures nécessaires à la réduction des risques bruts, 4 (2) risques s'avéraient toujours importants. Ces risques importants concernent l'insécurité sur les marchés des placements, le développement économique négatif du commerce de détail, le taux d'intérêt technique trop élevé dû au faible niveau persistant des intérêts et le rendement visé pour le financement de la solution de prévoyance qui ne dispose actuellement d'aucune marge par rapport au rendement escompté. Pour la CPM, le contexte économique et financier demeure exigeant en dépit de la performance élevée de la fortune durant l'exercice sous revue. Le conseil de fondation a approuvé le rapport de risque lors de sa réunion de novembre.

#### Adoption d'une stratégie climatique

Lors de sa réunion de novembre, le conseil de fondation a débattu de son approche des risques climatiques et adopté une stratégie climatique. Par cette stratégie, la CPM s'engage à aligner son portefeuille d'investissements sur l'Accord de Paris et ses objectifs. Dans le cadre de ses placements financiers, la CPM s'acquitte de son devoir de diligence fiduciaire et prend en compte, dans toutes les catégories de placement, outre les chiffres-clés économiques,

les aspects ESG et, spécialement, les risques climatiques. Elle s'est fixé un ensemble d'objectifs et de mesures pour faire face à ces risques et générer une plus-value pour les assurés. À partir de 2020, la CPM entend réduire considérablement l'empreinte carbone des mandats internes et externes par rapport aux indices standard conventionnels pondérés du capital. En ce qui concerne les biens immobiliers détenus directement, la CPM prévoit aussi une réduction de la consommation d'énergie fossile. D'ici à 2030, l'objectif est de diminuer les émissions de $CO_2$ de 50 % par rapport à 2018. Les assurés seront régulièrement informés de la situation et de l'avancée de la stratégie climatique dans le cadre du compte rendu d'exercice.

### Fusion des deux fondations de placement de la CPM

Après la création, en décembre 2016, de la Fondation de placement de la CPM Immobilier et la reprise sans incidence fiscale par cette dernière de tous les biens immobiliers de la CPM détenus directement, la deuxième étape a consisté en un regroupement avec la Fondation de placement en titres de la CPM au 1er novembre 2019. La fusion vise à optimiser les processus de travail, à simplifier la structure organisationnelle et à diminuer les coûts. L'anticipation de la date de clôture au 31 octobre pour toutes les catégories de placement garantit une charge de travail mieux répartie sur l'année civile. La nouvelle personnalité juridique fonctionne désormais comme Fondation de placement de la Caisse de pensions Migros.

### Adaptation du règlement relatif à la constitution de provisions et de réserves de fluctuation de valeurs

Le faible niveau persistant des taux d'intérêt, la directive technique 4 de la chambre des experts en caisses de pensions et leur principe, selon lequel le taux d'intérêt technique avec une marge raisonnable devrait être inférieur au rendement net de la fortune escompté, ainsi que le bon résultat des placements ont incité le conseil de fondation, dans une décision par voie de circulaire datée du 22 janvier 2020, à abaisser de 2.0 % à 1.5 % le taux d'intérêt technique pour l'évaluation des engagements de prévoyance des assurés actifs et des bénéficiaires de rentes. Le règlement relatif à la constitution de provisions et de réserves de fluctuation de valeurs a été adapté en conséquence sur ce point.

### Changements concernant les entreprises affiliées

**m-way sa, Glattbrugg**
L'entreprise m-way sa, Glattbrugg, a été affiliée à l'œuvre de prévoyance AQUILA auprès de PRÉVOYANCE in globo$^{M}$ (PIG) au 1er janvier 2019. À la suite de ce transfert collectif de 106 assurés actifs, les conditions donnant lieu à une liquidation partielle sont remplies. Les assurés transférés collectivement à la PIG reçoivent une part proportionnelle de toutes les provisions et réserves de fluctuation de valeurs pour l'achat collectif auprès de la PIG. Lors de sa réunion du 21 mars 2019, le conseil de fondation a approuvé le rapport de liquidation partielle au 31 décembre 2018.

**Sharoo SA, Glattbrugg**
Pour cause de vente de l'entreprise Sharoo SA, Glattbrugg, à AMAG, la convention d'affiliation qui comprenait 17 personnes a été résiliée au 31 décembre 2018. Lors de sa réunion du 21 mars 2019, le conseil de fondation a constaté que les conditions d'une liquidation partielle n'étaient pas réunies.

**Intégration de PRÉVOYANCE in globo$^{M}$, Spreitenbach**
Les six collaborateurs de la fondation de prévoyance enregistrée PRÉVOYANCE in globo$^{M}$ (PIG), Spreitenbach, ont été intégrés au siège de la CPM à Schlieren au 1er janvier 2019, ce qui simplifie l'organisation. Par conséquent, cette convention d'affiliation devient caduque.

**Trade Marketing Intelligence SA**
L'externalisation annoncée le 13 novembre 2018 du sous-secteur Promotion et Eventmarketing de l'entreprise Chocolat Frey AG a donné lieu à une sortie échelonnée d'assurés au 30 avril 2019 et au 31 décembre 2019. Quelque 200 assurés étaient concernés. Pour cette restructuration, les conditions d'une liquidation partielle sont donc remplies à la date critère du 31 décembre 2019.

**M-Industrie SA, Zurich**
Une convention d'affiliation avec effet au 1er janvier 2019 a été signée avec M-Industrie SA, une filiale de la Fédération des coopératives Migros chargée du management et des services pour le regroupement efficient des tâches. En ce qui concerne les assurés, il s'agit en premier lieu de transferts d'autres entreprises du groupe Migros, surtout de M-Industrie.

**Migros Digital Solutions SA, Zurich**
Une convention d'affiliation a été signée avec effet au 1er janvier 2019 avec Migros Digital Solutions SA, une filiale de la Fédération des coopératives Migros opérant sous le nom de Sparrow Ventures. Ont été assurés à titre collectif les cadres qui ont été transférés de la Fédération des coopératives Migros. Pour les autres collaborateurs, un contrat d'affiliation a été conclu avec l'institution commune Migros PIG.

# Environnement de contrôle et responsabilités

Faire face aux risques fait partie intégrante du devoir de diligence que les collaborateurs, à tous les échelons de conduite, doivent assumer dans le cadre de leur travail.

Dans la gestion du risque, l'environnement de contrôle existant (organisation, système de conduite, rapports, processus stratégique, processus de planification financière, éthique, intégrité, etc.) doit être pris en compte.

Les risques identifiés sont enregistrés et analysés par le Risk Management, puis traités en vue d'une prise de décision ultérieure par la direction et les comités.

Le conseil de fondation approuve la politique de risque et, chaque année, le rapport de risque.

La direction répond de la gestion du risque et du suivi des mesures qui en découlent.

Philipp Küng, responsable Assurance

Nous attachons une grande importance à ce que le processus de gestion du risque soit déjà pris en compte dans la préparation des décisions de l'entreprise.

Le processus doit être basé sur des méthodes appropriées.

Reto Schär, responsable des biens immobiliers

Le secteur Risk Management et Organisation est responsable de la mise en œuvre du processus de gestion du risque, gère la documentation centrale et coordonne les rapports.

Sergio Campigotto, responsable Administration

# Activités de la direction

## Mutations au sein des cadres

**Entrées en fonction**

- Sandra Weber, responsable Administration Mittelland, au 1er février 2019
- Philipp Küng, responsable direction Assurance, au 1er juillet 2019
- Urs Brütsch, responsable Administration Suisse alémanique, au 1er novembre 2019

**Retraite**

- Danilo Follador, responsable direction Assurance, au 30 septembre 2019

## Taux d'intérêt négatifs

Les taux d'intérêt négatifs arrivent tout en haut de la liste des priorités des responsables des placements des caisses de pensions. Voilà un an, on s'attendait encore à ce que les taux d'intérêt empruntent la voie de la normalisation, mais aujourd'hui, force est d'admettre que les taux d'intérêt négatifs feront partie des conditions cadre de l'environnement de placement pour les années à venir. Outre les liquidités, cette situation concerne tous les autres placements porteurs d'intérêts tels que les obligations d'État et d'entreprise, les prêts et les hypothèques. La baisse des taux d'intérêt observée durant l'exercice sous revue a entraîné à court terme des gains d'évaluation élevés sur l'ensemble des placements porteurs d'intérêts. Dans ce contexte de placement exigeant, il s'agit d'obtenir un rendement optimal sur les propres placements sans augmenter pour autant les risques à un niveau indésirable. Concrètement, la CPM a analysé à la mi-2019 l'ensemble de son portefeuille en valeurs nominales de CHF 9.5 milliards et constaté que 40 à 50 % de tous les placements enregistraient un rendement courant négatif. Compte tenu de cette situation, nos comités de placements ont décidé de se défaire en grande partie des positions en obligations d'État, en particulier des placements offrant un rendement à l'échéance inférieur à –0.75 %. À la place, d'autres investissements sont effectués dans des prêts directs à des collectivités et entreprises de droit public suisses, dans des placements hypothécaires ainsi que dans un nouveau segment d'obligations d'entreprise du secteur investment-grade assorties de durées courtes.

## Concours d'architecture à Dällikon

Pour la CPM, la durabilité signifie créer un rapport équilibré entre les activités et leur impact économique, écologique et social. Il est dans notre intérêt de développer des appartements locatifs attrayants offrant un bon rapport prix / prestation. À Dällikon (ZH), un projet résidentiel tenant compte des aspects économiques et écologiques a été développé dans le cadre d'un concours d'architecture. L'immeuble situé à environ un kilomètre du centre de la localité est bien desservi par les transports publics. La parcelle, comportant quatre immeubles de trois étages érigés en 1969 dans une construction massive, possède une superficie considérable de terrains inutilisés. Dans le cadre d'un concours, le projet se devait d'être convaincant des points de vue urbanistique et architectural avec des loyers attrayants. Outre l'exigence de concevoir des appartements compacts et lumineux avec des espaces extérieurs privés, il s'agissait de mettre en place un concept d'avenir pour intégrer les facteurs écologiques tels que la neutralité carbone et la production d'énergie. Le projet lauréat des architectes Graf Biscioni de Winterthur prévoit de compléter les bâtiments existants par deux structures en forme de L. La nouvelle cour intérieure servira de plaisant point de rencontre. Au total, 40 nouveaux appartements de 1.5 à 4.5 pièces seront construits et accessibles par un palier extérieur. Cet espace de circulation conçu comme un couloir habitable peut servir de zone de rencontre supplémentaire. La cuisine s'ouvre sur le séjour par une porte vitrée coulissante. La construction massive à structure modulaire est dotée d'un toit végétalisé. L'énergie est produite par une pompe à chaleur géothermique et une installation photovoltaïque. La réalisation de ce projet novateur est prévue au printemps/à l'été 2021.

## Nouvelle solution de comptabilité salariale oneSAPhr

Au cours de l'exercice sous revue, l'application de comptabilité salariale en place a été remplacée par la solution oneSAPhr. La nouvelle solution se distingue par ses possibilités d'extension et pourra ainsi également servir à l'avenir à d'autres processus RH comme l'établissement de certificats et l'évaluation des collaborateurs. Le projet comprenait l'internalisation des processus de comptabilité salariale précédemment externalisés auprès de tiers, la migration des données et l'adaptation des interfaces. L'introduction de la nouvelle solution est prévue avec le premier versement des salaires de 2020. Le support de l'application est garanti par la Fédération des coopératives Migros qui utilise la même application.

## Optimisation des processus de développement des placements directs en biens immobiliers

Le projet d'optimisation du processus de développement du portefeuille des placements directs en biens immobiliers Suisse a pour but d'élaborer des critères de gestion et des consignes. La décision liée à un nouveau système d'information pour l'analyse du portefeuille a penché en faveur de WüestPartner Insights et Dimensions. L'introduction des nouvelles applications s'est achevée à la fin décembre 2019. Les étapes de réalisation ultérieures telles que le rapport axé sur les destinataires se poursuivront en 2020.

### Projet de gestion des surfaces

L'objectif du projet de gestion des surfaces est la saisie systématique des surfaces pour tous les biens immobiliers dans le but de disposer de meilleures bases décisionnelles, d'éviter les litiges relevant du droit du bail et d'effectuer des analyses comparatives. La mise en œuvre intervient avec l'application Campos. Le projet s'est achevé le 31 mai 2019. Les immeubles en attente et les nouveaux immeubles sont saisis conjointement à l'activité opérationnelle.

### Traitement des dossiers et archivage électroniques

L'application OnBase by Highland, qui assure le traitement électronique des opérations commerciales dans le secteur de la prévoyance avec les workflows existants et l'application d'assurance PK/S, a été étendue avec les workflows «Attestation d'état civil» et «Cas de décès». Le traitement de la réception du courrier électronique via le Scan Center et l'archivage électronique des documents ont été optimisés. Grâce à la disponibilité immédiate de tous les documents sous forme électronique, la CPM est en mesure de répondre rapidement et avec précision aux demandes de ses assurés.

### Nouvel appel d'offres pour les contrats de maintenance et d'entretien des propres installations photovoltaïques

En mai 2019, un nouvel appel d'offres a été lancé pour les contrats de maintenance et d'entretien des installations photovoltaïques des propres biens immobiliers. Le mandat comprend 61 installations photovoltaïques pour une production annuelle d'électricité d'environ 9600 MWh. Treize entreprises qui remplissaient les exigences minimales ont été invitées à présenter une offre. Trois prestataires répondant le mieux aux exigences «capacité», «couverture régionale» et «compétences techniques» ont présenté leur projet. Le mandat a été octroyé à Tritec AG, Aarberg, à partir du 1er janvier 2020 pour une durée de trois ans.

### Communication avec les assurés et nos partenaires

Les responsables d'équipe de la direction Assurance et le responsable Assurance ont donné 21 séminaires de préparation à la retraite. Le séminaire «Prévoyance 50+» proposé par la coopérative Migros Zurich a eu lieu à quatre reprises. À cela se sont ajoutées différentes conférences lors des séminaires des entreprises affiliées.

## 1.2 Perspectives 2020

### Adaptations des rentes au 1er janvier 2020

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le conseil de fondation décide chaque année si les rentes en cours peuvent être adaptées et à quelle hauteur. Au cours de la réunion de novembre, le conseil de fondation a renoncé à une adaptation générale des rentes en cours.

# Objectifs de la gestion du risque

Les principaux objectifs de la gestion du risque sont l'identification précoce d'événements et de développements à risque susceptibles de compromettre la réputation et la réalisation d'objectifs de la CPM.

Il est en outre nécessaire d'évaluer les risques identifiés ainsi que d'analyser et d'adopter les mesures appropriées. La responsabilité annuelle envers nos organes de surveillance liée à notre cadre réglementaire doit également être garantie.

Nous veillons à ce que les prestations soient calculées correctement et versées ponctuellement en Suisse et à l'étranger.

Dans la conception des processus internes, nous analysons les risques potentiels et procédons à des contrôles systématiques.

Philipp Küng, responsable Assurance

L'identification précoce d'événements et de développements à risque susceptibles de compromettre la réputation et la réalisation d'objectifs est essentielle.

Adrian Ryser, responsable Asset Management

La gestion du risque est une tâche permanente de la direction d'entreprise.

Nous procédons à une évaluation continue des risques et vérifions périodiquement l'efficacité du système de contrôle interne.

Christoph Ryter, directeur

# 2. Placements

## Les marchés financiers en 2019

### Politique monétaire et devises

L'année 2019 a marqué un tournant dans la politique monétaire de la Banque centrale américaine (Fed). Celle-ci a en effet abaissé pour la première fois depuis dix ans le taux d'intérêt directeur de 0.25 % à la fin juillet 2019. Au total, les taux ont été réduits à trois reprises. En décembre, le taux directeur se situait dans une fourchette de 1.50 % à 1.75 %. Après avoir été réduit, le nombre de titres en portefeuille a de nouveau été étoffé en novembre. En Europe, la BCE a maintenu la politique actuelle de taux zéro, tout en posant les jalons d'un nouvel assouplissement de sa politique monétaire. En novembre, un nouveau programme d'achat d'emprunts a été lancé. La BNS a également laissé inchangée sa politique de taux négatifs. En 2019, les marchés des devises étaient en proie à des mouvements en partie importants. En ce qui concerne les principales monnaies, le franc suisse s'est apprécié de 3.5 % par rapport à l'euro et de 1.8 % par rapport à l'USD. À l'inverse, il s'est déprécié de 2.2 % face à la GBP.

### Actions et marchés des obligations

En 2019, les marchés globaux des actions ont enregistré une évolution très réjouissante en dépit du différend commercial entre les États-Unis et la Chine. Des corrections de marché isolées sont intervenues surtout en mai et en août mais, dans sa globalité, l'exercice a été clairement positif. L'assouplissement de la politique monétaire et les fortes hausses de cours des titres technologiques ont considérablement contribué cette évolution. Le MSCI All Country World Index a augmenté de 27.3 %. L'indice suisse de référence SPI TR, qui couvre l'ensemble du marché, a réalisé un rendement de pas moins de 30.6 %. En 2019, les marchés obligataires mondiaux ont également enregistré des résultats très satisfaisants grâce à la baisse des marges de crédit et des taux d'intérêt. Ainsi, les emprunts d'État suisses (SBI Domestic Government TR), par exemple, étaient nettement positifs avec 4.5 %. Dans la zone euro, des rendements encore plus élevés ont même été obtenus (FTSE EMU Government Bond Index avec 6.7 % en EUR). Les obligations américaines à haut rendement (Bloomberg Barclays US Corporate High Yield en USD) se sont également distinguées avec des gains de 14.3 %.

### Biens immobiliers Suisse

L'évolution des rendements sur le marché immobilier suisse a notamment été influencée par une politique monétaire souple et la baisse des taux d'intérêt. En parallèle, on observe une légère augmentation des logements vacants par rapport à l'année précédente. L'indice SXI Real Estate Funds TR, reflet des fonds immobiliers cotés en bourse, a terminé l'année en forte hausse (20.7 %). Le secteur des placements directs a lui aussi enregistré une évolution positive, bien que dans une moindre mesure. Sans surprise, l'indice CAFP a également gagné du terrain avec un plus de 5.2 % au 31 décembre 2019.

### Allocation d'actifs

L'allocation stratégique d'actifs de la CPM est restée inchangée en 2019. Légèrement sous-pondérée en début d'année, la quotepart d'actions a fortement augmenté sous l'effet de la hausse des cours, franchissant une nouvelle fois le seuil stratégique de 30 %.

| Catégorie | Allocation 2019 % | Stratégie % | Allocation 2018 % |
|---|---|---|---|
| Valeurs nominales | 37.7 | 40 | 39.1 |
| Actions | 30.2 | 30 | 28.4 |
| Biens immobiliers | 32.1 | 30 | 32.5 |
| **Total** | **100** | **100** | **100** |

## Performance de la fortune

En 2019, la performance sur l'ensemble de la fortune a dépassé l'objectif stratégique de 0.7 point de pourcentage avec un rendement de 11.9 % (exercice précédent –1.9 %). La différence positive est due aux très bons résultats des placements satellites en obligations, des biens immobiliers Suisse et des placements satellites en biens immobiliers.

Le tableau ci-après indique la performance de chaque catégorie de placement (comparaison sur l'année en cours et la précédente). La classification repose sur la stratégie de placement en vigueur. La performance a été mesurée selon la méthode de la pondération temporelle, afin de neutraliser l'effet d'afflux et de sorties de capitaux inhérent à la méthode basée sur la capitalisation de l'évaluation de la performance, sur laquelle le responsable des placements n'a aucune influence.

**Performance des catégories de placement**

| | 2019 | | 2018 | |
|---|---|---|---|---|
| | **CPM** % | **Benchmark** % | **CPM** % | **Benchmark** % |
| Liquidités | 0.0 | –0.9 | 0.0 | –0.9 |
| Prêts | 1.2 | 1.2 | 1.2 | 1.2 |
| Obligations gouvernementales en CHF | 4.2 | 4.5 | 0.7 | 0.7 |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF | 3.5 | 3.0 | 0.3 | 0.1 |
| Obligations Étranger en CHF | 2.4 | 2.1 | –0.6 | –0.3 |
| Obligations d'État [1] | 4.8 | 4.9 | –1.9 | –1.8 |
| Obligations d'entreprise [1] | 8.0 | 8.1 | –3.6 | –4.2 |
| Placements satellites en obligations [1] | 9.1 | 4.6 | –3.5 | –1.5 |
| Actions Suisse | 30.3 | 30.6 | –8.9 | –8.6 |
| Actions Étranger [2] | 25.3 | 25.1 | –9.4 | –9.2 |
| Placements satellites en actions [1] | 23.1 | 24.7 | –7.2 | –10.0 |
| Biens immobiliers Suisse | 7.2 | 5.2 | 5.2 | 4.9 |
| Placements satellites en biens immobiliers [1] | 6.2 | 5.2 | 5.7 | 4.9 |
| **Fortune globale** | **11.9** | **11.2** | **–1.9** | **–1.9** |

*[1] Monnaies étrangères garanties*
*[2] Monnaies étrangères partiellement garanties*

# Avantages de la gestion du risque

Une gestion globale du risque, au sens d'un système d'alerte précoce, permet de minimiser et de maîtriser les dangers et risques potentiels, mais aussi d'identifier au plus tôt les opportunités et de les concrétiser.

Il est ainsi possible de créer une liberté d'action entrepreneuriale, d'accentuer la prise de conscience du risque dans tous les domaines, d'améliorer la communication et la gestion des risques et des opportunités, d'optimiser le potentiel de rendement des placements de la fortune et, en fin de compte, de garantir durablement l'équilibre financier de la caisse.

Les placements immobiliers sont axés sur le long terme. Le bon bien au bon endroit est décisif pour le maintien de la valeur.

Une gestion du risque efficace permet d'éviter les surprises et d'atteindre les objectifs fixés.

Reto Schär, responsable des biens immobiliers

Par l'intégration systématique des facteurs ESG et des risques climatiques dans la gestion du risque de tous nos investissements, nous disposons d'une bonne base pour minimiser les risques et saisir les opportunités de placement.

Adrian Ryser, responsable Asset Management

Les avantages de la gestion du risque se dévoilent lorsque la prise de risque en termes de placements se traduit par la meilleure efficacité de rendement possible.

Christoph Ryter, directeur

### Performance moyenne sur plusieurs années

Sur l'ensemble de la fortune, la performance des trois dernières années, qui s'établit à 6.2 % par an sur une base annualisée, dépasse nettement l'objectif stratégique ainsi que le rendement visé nécessaire de 2.4 % actuellement pour notre institution de prévoyance.

### Performance par comparaison au benchmark stratégique

| *Jour critère 31.12.2019 en % p.a.* | **3 ans** | **5 ans** | **10 ans** | **18 ans** *(depuis le 1.1.02)* |
|---|---|---|---|---|
| Fortune globale | 6.2 | 5.1 | 5.5 | 4.2 |
| Stratégie (benchmark) | 5.5 | 4.6 | 5.2 | 4.0 |

### Couverture du risque de change

La CPM investit plus de 50 % de ses placements à l'étranger, donc en monnaies étrangères. Partant du principe que les risques de change ne sont pas dédommagés à long terme, nous les couvrons pour la plupart. À la fin 2019, après couverture, 10.3 % (exercice précédent 7.9 %) de la fortune globale étaient exposés aux risques de change.

### Risque des placements

Dans le cadre de la détermination de l'allocation stratégique d'actifs, le potentiel de risque de la stratégie de placement est également mesuré. L'écart type tient habituellement lieu d'indicateur. Le risque annualisé des placements au cours des trois dernières années s'élevait à 3.5 % et est donc, avec 0.3 point de pourcentage, légèrement supérieur à l'allocation stratégique d'actifs. Depuis le début des mesures (soit 18 ans), la volatilité annuelle de la fortune globale de 4.3 % était proche de celle de la stratégie de 4.1 %. Dans l'ensemble, les deux périodes considérées enregistrent une légère surperformance corrigée du risque (= alpha).

### Placements durables

Durabilité et attitude responsable font partie intégrante de l'activité entrepreneuriale de Migros et de sa culture. En s'affiliant à l'association suisse pour des investissements responsables (ASIR), la CPM entend répondre de manière efficace à ses obligations fiduciaires en termes de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). La CPM est persuadée que des investissements durables et le respect des facteurs ESG dans le processus de placement peuvent améliorer le rapport entre risque et rendement dans l'intérêt des assurés, car les entreprises avec une bonne gestion des ESG semblent mieux armées contre les crises et plus rentables sur le long terme. Pour compléter sa politique de durabilité, la CPM a adopté une stratégie climatique durant l'exercice sous revue et tient ainsi spécialement compte des risques climatiques, en sus des chiffres-clés économiques et des aspects ESG.

Dans le secteur des placements dans des titres, la politique de durabilité s'est poursuivie. Les portefeuilles d'obligations d'entreprises ont notamment été adaptés à un nouveau benchmark ESG. S'agissant des rapports sur la durabilité, des normes minimales ont en outre été imposées à tous les mandats externes. La moitié des mandats actifs suit déjà une approche de placement à faibles émissions de $CO_2$ et fait état, avec les mêmes objectifs de rendement, d'une réduction significative de ces émissions.

Un concept d'implémentation a été établi pour la mise en œuvre de la stratégie de durabilité portant sur les placements dans des biens immobiliers directement détenus. Il prévoit toute une série de mesures spécifiques axées sur une réduction des émissions de $CO_2$. Au cours de l'exercice sous revue, les mesures concrètes suivantes ont été décidées en vue de décarboner le portefeuille immobilier:

- d'ici à 2030, il s'agit de diminuer de moitié les émissions de $CO_2$ du portefeuille immobilier de 18.0 kg/m$^2$ actuellement.
- pour atteindre cet objectif, il convient de substituer l'énergie fossile, d'améliorer l'efficience des installations de production d'énergie tout en diminuant la consommation de ressources et en sensibilisant les locataires à la nécessite de changer de comportement.

Le conseil de fondation est informé des progrès réalisés en matière de durabilité par le biais d'un rapport annuel topique.

### Principes de durabilité biens immobiliers

**Vision**
Avec des biens immobiliers durables, nous réduisons les risques, optimisons les rendements à long terme et assumons nos responsabilités à l'égard de l'environnement et de la société.

**Mission**
Nous bâtissons, administrons, rénovons des biens immobiliers et gérons notre portefeuille en examinant minutieusement les aspects économiques, écologiques et sociaux.

**Principes**

**Penser en termes de cycle de vie**
Pour nos biens immobiliers, la maximisation du rendement à court terme n'est pas l'unique priorité. Le cycle de vie complet du bien immobilier est pris en considération.

**Dimensions de la durabilité**
Pour nos biens immobiliers, les aspects économiques, écologiques et sociaux sont sans cesse évalués. Le mandat économique de base de la fondation figure au premier plan. Il est mis en relation avec les aspects écologiques et sociaux.

**State of the Art**
La gestion de nos biens immobiliers s'oriente sur l'évolution de la branche.

# Évolution des différentes catégories de placement

## Placements en valeurs nominales

### Liquidités

Les liquidités sont gérées au moyen de placements dans des comptes courants et avec deux dépôts à terme. En réponse au contexte des taux négatifs persistants et aux taux d'intérêt négatifs sur les liquidités importantes, la CPM a décidé, au cours de l'exercice sous revue, d'investir une partie de la catégorie de placement des liquidités dans des obligations à court terme, dont la durée résiduelle ne doit pas dépasser 48 mois. Par ailleurs, les débiteurs doivent afficher une notation d'au moins BBB- attribuée par une agence de notation reconnue. Grâce à une gestion efficace des liquidités, la CPM a réalisé une avance significative de 0.9 point de pourcentage par rapport au taux du marché monétaire à trois mois CHF Eurodeposit.

### Prêts

Les placements sont avant tout effectués sous la forme de placements directs en CHF dans des institutions publiques, des banques ou des entreprises industrielles domiciliées en Suisse. Au terme de l'exercice sous revue, les contreparties affichent une notation de A+ en moyenne. De plus, les prêts garantis sont détenus sous la forme d'un placement hypothécaire collectif, et les hypothèques sont accordées en collaboration avec deux banques. Depuis le début de l'exercice sous revue, jusqu'à 10 % de la catégorie peuvent également être investis sous la forme de placements privés non cotés. Dans son ensemble, la catégorie des prêts a dégagé un rendement de 1.2 % en 2019.

### Composition

| | **31.12.2019** *en millions de CHF* | **31.12. 2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Prêts | 1 904.2 | 1 562.2 |
| ■ *dont prêts* | *1 470.2* | *1 293.0* |
| ■ *dont hypothèques* | *389.5* | *269.2* |
| ■ *dont placements privés* | *44.5* | – |

### Obligations gouvernementales en CHF

Durant l'exercice sous revue, la catégorie des obligations gouvernementales en CHF a bénéficié d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Le portefeuille a généré un rendement de 4.2 %, soit 0.3 point de pourcentage de moins que le SBI Domestic Government Bond Index. Ce retard résulte principalement de la sous-pondération des durées plus longues (> 10 ans), qui ont profité plus que de coutume, surtout au troisième trimestre, des appréciations induites par les taux d'intérêts.

### Obligations non gouvernementales Suisse en CHF

Avec un rendement de 3.5 %, la catégorie des obligations non gouvernementales Suisse en CHF a atteint, en 2019, un rendement excédentaire de 0.5 point de pourcentage par rapport à l'indice de référence. Les segments de notation d'investment grade inférieurs restent nettement surpondérés au détriment des segments de notation supérieurs (AAA/AA). La durée du portefeuille au terme du trimestre sous revue est de 6.3 ans (benchmark 7.3 ans) avec un rendement à l'échéance de 0.0 % (0.0 %).

### Obligations Étranger en CHF

Avec une performance YTD de 2.4 %, le portefeuille a clôturé sur une performance excédentaire de 0.3 point de pourcentage par rapport à l'indice de référence. Au terme de l'exercice, la durée des obligations Étranger en CHF de 4.5 ans est inférieure de 0.5 an par rapport au benchmark. Le rendement à l'échéance est de 0.0 %, ce qui correspond au benchmark. La surpondération du segment d'investment grade inférieur au détriment des qualités plus élevées comparativement moins rentables (AAA et AA) a encore été maintenue en 2019.

### Obligations d'État

La catégorie se compose des sous-segments pays émergents (en USD) et pays industrialisés. Ce dernier segment est investi dans les monnaies EUR, USD, GBP, CAD et DKK. Avec un rendement de 4.8 %, le portefeuille se situe juste en dessous du benchmark (–0.1 point de pourcentage). Les effets négatifs des durées plus courtes n'ont pas pu être entièrement compensés par les effets positifs de la surpondération des pays émergents.

### Obligations d'entreprise

Le segment des obligations d'entreprise est assuré contre le risque de change et axé sur les espaces monétaires en EUR et en USD, respectivement sur les régions Europe et États-Unis. Il associe des mandats de placements directs externes et internes. La catégorie se base désormais sur les indices Bloomberg Barclays MSCI Corporate ESG Weighted (EUR/USD). Avec un rendement de 8.0 %, le portefeuille a clôturé l'exercice sous revue sur un léger retard de 0.1 point de pourcentage par rapport à la référence.

### Placements satellites en obligations

La catégorie des placements satellites en obligations comporte les thèmes de placement obligations high yield, senior secured loans et obligations hybrides réalisés par le biais de mandats de placements directs ou collectifs. La catégorie de placement évaluée par rapport à un large indice obligataire global (Bloomberg Barclays Global Aggregate Bond Index) a dégagé une performance de 9.1 %, soit 4.5 points de pourcentage de plus que le benchmark. Les obligations high yield ont livré la meilleure performance (10.4 %), talonnées par les obligations hybrides (10.1 %).

# Processus de risque

Le processus de risque commence par l'**identification des risques**. Celle-ci est basée sur une grille prédéfinie contenant tous les risques par catégories.

Dans l'**analyse des risques**, chaque risque est évalué selon le principe brut en excluant les mesures et contrôles possibles.

Le **contrôle des risques** définit des mesures assorties de responsabilités claires.

La **surveillance des risques** garantit la mise en œuvre des mesures et l'évaluation des répercussions.

Pour terminer, les **rapports** annuels sont établis à l'attention du conseil de fondation.

Il faut se préparer à la survenance d'événements comportant des risques. La simulation de scénarios de stress va dans ce sens.

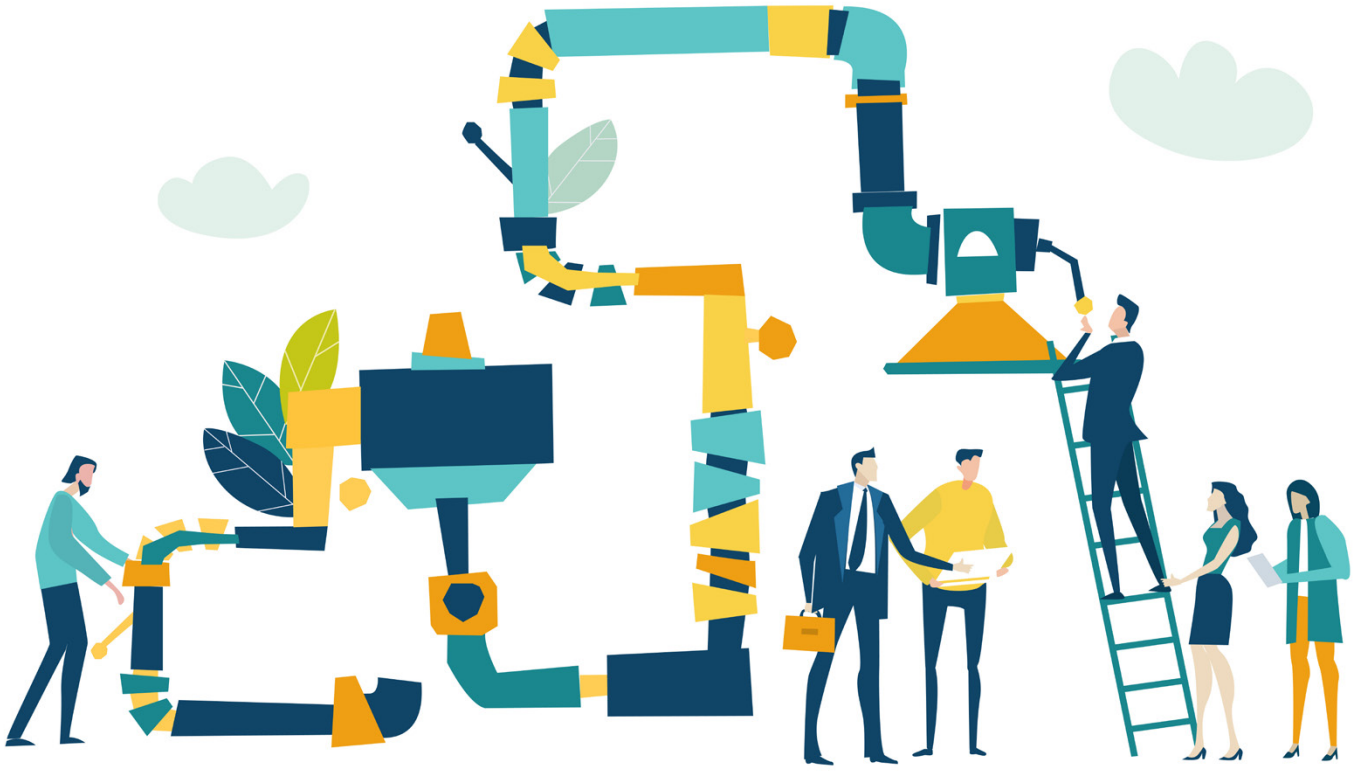
Philipp Küng, responsable Assurance

Grâce à des processus structurés, nous effectuons des placements durables et performants.

Reto Schär, responsable des biens immobiliers

Un système d'analyse intégral permet d'identifier et de contrôler mieux et plus rapidement les risques.

Sergio Campigotto, responsable Administration



## Placements en actions

### Actions Suisse

La catégorie de placement des actions Suisse, évaluée par rapport au benchmark SPI global, accuse, en dépit d'un rendement très réjouissant de 30.3 %, un léger retard de 0.3 point de pourcentage par rapport à la référence. Les cours des actions des petites entreprises ont généré des rendements plus bas en comparaison du marché global. En conséquence, la surpondération tactique des entreprises à faible capitalisation a livré une contribution négative au rendement.

### Actions Étranger (risques de change partiellement garantis)

L'investissement dans les actions Étranger se base sur le MSCI ACWI ex CH ESG Universal Index qui utilise, quant à lui, un système de pondération basé sur les notations ESG et exclut environ 80 titres par rapport à l'indice standard. En 2019, le portefeuille a atteint un rendement de 25.3 %, ce qui correspond à une avance de 0.2 point de pourcentage par rapport à la référence. L'avance résulte principalement d'une sélection avantageuse de titres dans les sous-portefeuilles européen et américain.

### Placements satellites en actions

À compter de l'exercice sous revue, les placements satellites en actions comportent les thèmes de placement actions small cap, actions emerging markets all cap, actions monde défensif ainsi que private equity. Avec une performance de 23.1 %, la catégorie a accusé une baisse de 1.6 point de pourcentage par rapport au benchmark. La meilleure performance revient aux actions small cap avec 27.1 %, couverture du risque de change incluse.

## Placements dans des biens immobiliers

### Biens immobiliers Suisse

La demande d'investissement dans des immeubles de placement suisses est demeurée forte en 2019. Souvent, les biens proposés ne correspondent pas à nos perspectives de rendement. Des projets de logements à Konolfingen et à Steffisburg ainsi qu'un échange de bâtiment en ville de Berne se sont conclus par un contrat. Avec le dynamisme persistant dans le secteur du bâtiment et la baisse de l'immigration, le pourcentage général de locaux vacants n'a cessé d'augmenter en Suisse en 2019. Dans notre portefeuille de biens immobiliers, le taux de logements et de surfaces commerciales vacants a toutefois reculé. À la fin 2019, le portefeuille des biens immobiliers comptait 13 172 appartements et 322 943 $m^2$ de surfaces commerciales. Le rendement global de 7.2 % (exercice précédent 5.2 %) a dépassé le benchmark de 2.0 points de pourcentage (0.3 point de pourcentage). Le rendement global se compose du rendement net du cashflow de 3.3 points de pourcentage et du rendement lié à l'évolution de la valeur de 3.9 points de pourcentage.

### Placements satellites en biens immobiliers

Les placements satellites en biens immobiliers comprennent les sous-catégories des biens immobiliers Étranger, des biens immobiliers CH indirects et des infrastructures. Les biens immobiliers Étranger et les infrastructures font l'objet de placements collectifs diversifiés dans le monde entier, dans tous les segments de risque. Les placements indirects dans des biens immobiliers en Suisse consistent en des fondations de placement à faible volatilité et largement diversifiées, en des fonds immobiliers ainsi qu'en des investissements directs dans une société immobilière. Le rendement de 6.2 % sur toute la catégorie représente 1.0 point de pourcentage supplémentaire par rapport à la stratégie.

# Comptes annuels

# Bilan

| Bilan au 31 décembre | *Renvoi à l'annexe n°* | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | *6.5* | **26 153.2** | **23 538.7** |
| **Placements** | | **26 149.5** | **23 534.1** |
| **Actifs opérationnels** | | **151.5** | **201.5** |
| ■ Caisse, avoirs à la poste, avoirs bancaires | | 10.8 | 6.7 |
| ■ Créances | | 140.7 | 194.8 |
| *dont auprès de l'employeur* | *6.9.1* | *71.5* | *83.7* |
| **Placements en capitaux** | | **25 997.9** | **23 332.6** |
| ■ Liquidités | | 696.5 | 600.7 |
| *dont auprès de l'employeur* | *6.9.1* | *495.7* | *430.1* |
| ■ Prêts | | 1 904.2 | 1 562.2 |
| ■ Obligations | | 7 213.2 | 6 964.0 |
| *dont auprès de l'employeur* | *6.9.1* | *32.8* | *0.4* |
| ■ Actions | | 7 843.1 | 6 621.3 |
| *dont auprès de l'employeur* | *6.9.1* | *14.1* | *0.0* |
| ■ Biens immobiliers | | 8 340.9 | 7 584.4 |
| *dont auprès de l'employeur* | *6.9.1* | *18.2* | *7.1* |
| **Arrondi** | | **0.1** | **0.0** |
| **Compte de régularisation actif** | *7.1* | **3.7** | **4.6** |
| | | | |
| **PASSIF** | | **26 153.2** | **23 538.7** |
| **Dettes** | | **60.4** | **6.7** |
| ■ Prestations de libre passage et rentes | *7.2* | 56.6 | 3.0 |
| ■ Autres dettes | *7.3* | 3.8 | 3.7 |
| **Compte de régularisation passif** | *7.4* | **82.4** | **77.7** |
| **Réserve de contributions de l'employeur** | *6.9.2* | **755.9** | **656.4** |
| **Provisions non techniques** | *7.5* | **0.2** | **0.3** |
| **Capitaux de prévoyance et provisions techniques** | | **21 887.2** | **19 970.3** |
| ■ Capital de prévoyance assurés actifs | *5.2* | 11 853.6 | 10 456.4 |
| ■ Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes | *5.4* | 9 629.4 | 9 063.5 |
| ■ Provisions techniques | *5.5* | 404.2 | 450.4 |
| **Réserve de fluctuation de valeurs** | *6.4* | **3 367.0** | **2 827.3** |
| **Arrondi** | | **0.1** | **0.0** |
| **Fonds libres** | *7.6* | **0.0** | **0.0** |
| ■ Situation en début de période | | 0.0 | 73.6 |
| ■ Excédent des produits et des charges (–) | | 0.0 | –73.6 |

# Compte d'exploitation

| Compte d'exploitation | *Renvoi à l'annexe n°* | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|---|
| **Cotisations et apports ordinaires et autres** | *3.2* | **761.9** | **727.8** |
| ■ Cotisations des salariés | | 203.3 | 195.3 |
| ■ Cotisations de l'employeur | *3.3.2* | 431.5 | 417.2 |
| ■ Prélèvements de la réserve de contribution de l'employeur pour le financement des cotisations | *6.9.2* | –2.5 | –4.5 |
| ■ Primes uniques et montants d'achat | *3.3.2* | 27.9 | 33.6 |
| ■ Apports dans la réserve de contributions de l'employeur | *6.9.2* | 101.6 | 86.2 |
| ■ Arrondi | | 0.1 | 0.0 |
| **Prestations d'entrée** | | **185.8** | **255.6** |
| ■ Apports de libre passage | | 174.9 | 220.1 |
| ■ Apports lors de la reprise d'effectifs d'assurés dans les provisions techniques, les réserves de fluctuation de valeurs et les fonds libres | *3.3.3* | 0.0 | 23.5 |
| ■ Remboursement de versements anticipés pour la propriété du logement/divorce | | 10.9 | 12.0 |
| **Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée** | | **947.7** | **983.4** |
| **Prestations réglementaires** | *3.1* | **–758.7** | **–679.1** |
| ■ Rentes de vieillesse | | –466.5 | –461.4 |
| ■ Rentes de survivants | | –68.2 | –67.0 |
| ■ Rentes d'invalidité | | –38.5 | –38.1 |
| ■ Autres prestations réglementaires | *3.3.4* | –18.0 | –20.7 |
| ■ Prestations en capital à la retraite | *3.3.4* | –144.0 | –76.4 |
| ■ Prestations en capital en cas de décès | *3.3.4* | –23.4 | –15.4 |
| ■ Arrondi | | –0.1 | –0.1 |
| **Prestations de sortie** | *3.4* | **–397.7** | **–322.5** |
| ■ Prestations de libre passage en cas de sortie | | –368.3 | –298.0 |
| ■ Transfert de fonds supplémentaires en cas de sortie collective | | –6.1 | 0.0 |
| ■ Versements anticipés pour la propriété du logement/divorce | | –23.3 | –24.5 |
| **Arrondi** | | **0.0** | **–0.1** |
| **Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés** | | **–1 156.4** | **–1 001.7** |
| **Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserve de contribution** | | **–2 016.0** | **–477.1** |
| ■ Constitution de capital de prévoyance assurés actifs | *5.2* | –1 382.1 | –331.4 |
| ■ Constitution de capitaux de prévoyance bénéficiaires de rentes | *5.4* | –565.9 | –44.0 |
| ■ Dissolution/constitution (–) de provisions techniques | *5.5* | 46.2 | –16.2 |
| ■ Rémunération du capital d'épargne | *5.2.2 – 5.2.5* | –15.1 | –3.8 |
| ■ Constitution de la réserve de contributions de l'employeur | *6.9.2* | –99.1 | –81.7 |
| **Charges d'assurance** | | **–2.4** | **–2.3** |
| ■ Cotisations au fonds de garantie | | –2.4 | –2.3 |
| **Arrondi** | | **0.1** | **0.1** |
| **Résultat net de l'activité d'assurance** | | **–2 227.0** | **–497.6** |
| **Résultat net de l'activité des placements** | | **2 774.3** | **–460.4** |
| ■ Résultat Activité des placements | | 2 863.2 | –377.7 |
| Actifs opérationnels | *6.8.1* | 0.4 | 0.4 |
| Liquidités | *6.8.2* | –0.3 | 0.1 |
| Prêts | *6.8.3* | 20.7 | 18.3 |
| Obligations | *6.8.4* | 525.3 | –199.6 |
| Actions | *6.8.5* | 1 720.8 | –631.5 |
| Biens immobiliers | *6.8.6* | 596.3 | 434.6 |
| ■ Charges d'intérêts | *6.8.7* | –0.9 | –0.7 |
| ■ Frais d'administration des placements | *6.8.8* | –88.0 | –82.0 |
| **Dissolution des provisions non techniques** | *7.5* | **0.0** | **0.0** |
| **Frais d'administration** | *7.7* | **–7.5** | **–7.6** |
| ■ Administration générale | | –7.1 | –7.2 |
| ■ Organe de révision/expert en matière de prévoyance professionnelle | | –0.3 | –0.3 |
| ■ Autorités de surveillance | | –0.1 | –0.1 |
| **Arrondi** | | **0.0** | **0.1** |
| **Excédent des produits et des charges (–) avant modification de la réserve de fluctuation de valeurs** | | **539.8** | **–965.5** |
| **Constitution (–)/dissolution de réserves de fluctuation de valeurs** | *6.4* | **–539.8** | **891.9** |
| **Excédent des produits et des charges (–)** | | **0.0** | **–73.6** |

# Annexe aux comptes annuels

## 1. Principes et organisation

### 1.1 Indications générales

| | | |
|---|---|---|
| **Forme juridique et objet** | La Caisse de pensions Migros (CPM) est une fondation au sens des art. 80 suiv. CC, art. 331 CO et art. 48 al. 2 LPP. Elle a pour objet la prévoyance professionnelle dans le cadre de la LPP et de ses dispositions d'application afin de prémunir les salariés du groupe Migros ainsi que les membres de leur famille et survivants contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. | |
| **Inscription à la LPP et au fonds de garantie** | La CPM est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle auprès des autorités de surveillance du canton de Zurich et auprès du fonds de garantie sous ZH 365. | |
| **Bases** | Acte de fondation approuvé par les autorités de surveillance le 16.6.2015<br>Règlement de prévoyance de la CPM, valable depuis le 1.1.2019<br>Règlement de prévoyance pour les enseignantes et enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs de la communauté-M, valable depuis le 1.1.2019<br>Règlement d'organisation, valable depuis le 25.3.2015<br>Règlement de placement, valable depuis le 1.1.2019<br>Ordonnance sur le règlement de placement, valable depuis le 1.1.2019<br>Règlement relatif à la constitution de provisions et de réserves de fluctuation valable depuis le 31.12.2019<br>Règlement de liquidation partielle, valable depuis le 1.1.2012<br>Règlement sur le respect des prescriptions de la LPP en matière de loyauté et d'intégrité (RELIB), valable depuis le 21.3.2019<br>Règlement pour l'élection des délégués des salariés et des salariés membres du conseil de fondation, valable depuis le 25.3.2015<br>Règlement pour la nomination des représentants des employeurs à la CPM, valable depuis le 25.3.2015<br>Règlement pour la nomination des délégués des bénéficiaires de rentes à l'assemblée des délégués et pour l'élection des représentants des bénéficiaires de rentes au conseil de fondation, valable à partir du 25.3.2015<br>Directives relatives à l'exercice des droits de vote (ORAb), valables depuis le 1.11.2018 | |
| **Autorité de surveillance** | Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich, 8090 Zurich | |
| **Direction** | Christoph Ryter<br>Sergio Campigotto<br>Philipp Küng<br>Adrian Ryser<br>Reto Schär | Directeur<br>Directeur adjoint, responsable Administration<br>Responsable Assurance<br>Responsable Asset Management<br>Responsable Biens immobiliers Suisse |
| **Direction** | Caisse de pensions Migros<br>Wiesenstrasse 15, 8952 Schlieren<br>Tél. 044 436 81 11<br>www.mpk.ch<br>infobox@mpk.ch | |

## Indication des experts et conseillers consultés *(art. 51c al. 4 LPP)*

| | |
|---|---|
| **Organe de révision** | PricewaterhouseCoopers SA, 8050 Zurich<br>Claudio Notter (réviseur responsable) |
| **Expert en matière de prévoyance professionnelle** | Libera SA, 8022 Zurich<br>Jürg Walter (expert en caisses de pensions SKPE) |
| **Controlling des investissements et comptabilité titres** | Complementa Investment-Controlling AG, 9015 Saint-Gall<br>Thomas Breitenmoser |
| **Conseil asset liability** | c-alm AG, 9000 Saint-Gall, Dr Roger Baumann |
| **Dépositaire** | Pictet & Cie, 1211 Genève<br>UBS SA, 8098 Zurich |

## Habilitation des gestionnaires de fortune *au sens de l'art. 48f OPP 2*

| Catégorie de placement | Gestionnaires de fortune | Habilitation |
|---|---|---|
| Liquidités | Direction CPM | BVS |
| Prêts (y compris hypothèques placements collectifs) | Direction CPM | BVS |
| Prêts, part hypothèques placements directs | GLKB/UBS SA | FINMA |
| Obligations gouvernementales en CHF | FP-CPM | CHS PP |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF | FP-CPM | CHS PP |
| Obligations Étranger en CHF | FP-CPM | CHS PP |
| Obligations d'État | FP-CPM | CHS PP |
| Obligations d'entreprise | Direction CPM | BVS |
| Obligations d'entreprise | FP-CPM | CHS PP |
| Placements satellites en obligations | Direction CPM | BVS |
| Actions Suisse | FP-CPM | CHS PP |
| Actions Étranger | FP-CPM | CHS PP |
| Placements satellites en actions | Direction CPM | BVS |
| Biens immobiliers Suisse | FP-CPM | CHS PP |
| Placements satellites en biens immobiliers | Direction CPM | BVS |
| Couverture du risque de change portefeuille global | Direction CPM | BVS |

*FP-CPM* *Fondation de placement de la Caisse de pensions Migros*
*BVS* *Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich, 8090 Zurich*
*FINMA* *Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, 3003 Berne*
*CHS PP* *Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle, 3001 Berne*

## Organes Mandat 2019 à 2022

| | | |
|---|---|---|
| **Assemblée des délégués** | 100 membres, dont 57 représentants des salariés, 33 représentants des employeurs et 10 représentants des bénéficiaires de rentes. La composition de l'assemblée des délégués est indiquée sur la liste séparée des deux pages suivantes. | |
| **Le conseil de fondation** | 22 membres, dont 11 représentants des salariés, 10 représentants des employeurs et 1 représentant des bénéficiaires de rentes | |
| Représentants des employeurs | Jörg Zulauf | Président, signature collective, Migros-Genossenschafts-Bund |
| | Peter Brändle | Midor AG |
| | Rosy Croce | Società Cooperativa Migros Ticino |
| | Felix Hofstetter (jusqu'au 31.12.2019) | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| | Philippe Knüsel | Chocolat Frey AG |
| | Sarah Kreienbühl | Migros-Genossenschafts-Bund |
| | Martin Lutz (depuis le 1.1.2020) | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| | Felix Meyer | Genossenschaft Migros Luzern |
| | Dr Harald Nedwed | Migros Bank |
| | Stefano Patrignani | Genossenschaft Migros Basel |
| | Verena Steiger | Genossenschaft Migros Zürich |
| Représentants des salariés | Urs Bender | Vice-président, signature collective, Genossenschaft Migros Zürich |
| | Marcel Gähwiler | Micarna SA |
| | Marie Gonzalez | Estavayer Lait SA |
| | Jürg Hochuli | Chocolat Frey AG |
| | Josefa Jäggi | Migros Bank |
| | Kurt Krummenacher | Genossenschaft Migros Luzern |
| | Peter Meyer | Genossenschaft Migros Aare |
| | Nadia Prota | Midor AG |
| | André Soguel | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |
| | Rolli Stirnimann | Genossenschaft Migros Basel |
| | Thomas Zürcher | Migros-Genossenschafts-Bund |
| Représentant des bénéficiaires de rentes (sans droit de vote) | Willi Kemmler | avant Migros-Genossenschafts-Bund |
| **Comités** | Comité des placements (voir annexe, chiffre 6.1)<br>Comité de prévoyance (voir annexe, chiffre 3.3.1) | |

## Assemblée des délégués au 31 décembre 2019

### Représentants des salariés

| | | |
|---|---|---|
| 1 | Arn Priska | Genossenschaft Migros Aare |
| 2 | Balsiger Andreas | Genossenschaft Migros Luzern |
| 3 | Bärtsch Peter | Genossenschaft Migros Luzern |
| 4 | Baumann Alfred | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| 5 | Bechtiger Tanja | migrolino ag |
| 6 | Berek Michael | Jowa AG |
| 7 | Bertschinger Fabio | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| 8 | Borer Maya | Midor AG |
| 9 | Capuano Sonia | Société Coopérative Migros Vaud |
| 10 | de Stefani Sandro | Migros-Pensionskasse |
| 11 | Demmler Marcus | Migros Bank |
| 12 | Dusek Ivana | Migros Bank |
| 13 | Fischer Daniel | Genossenschaft Migros Aare |
| 14 | Gartner Monika | Bischofszell Nahrungsmittel AG |
| 15 | Gisi Nicole | Delica AG |
| 16 | Hengartner Michael | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| 17 | Holdener Oskar | Genossenschaft Migros Luzern |
| 18 | Huber Urs | Migrol AG |
| 19 | Hunziker Annamarie | Chocolat Frey AG |
| 20 | Insalco Carmelo | Genossenschaft Migros Aare |
| 21 | Jayet Cédric | Mifroma SA |
| 22 | Jeger Luzia | Genossenschaft Migros Basel |
| 23 | Jenny Micheline | Micarna SA |
| 24 | Killer Monika | Jowa AG |
| 25 | Kistler Jeanette | Micarna SA |
| 26 | Koller Heidi | Bischofszell Nahrungsmittel AG |
| 27 | Lehmann Thomas | Migros Verteilzentrum Suhr AG |
| 28 | Leitao Armand | Société Coopérative Migros Genève |
| 29 | Leuthold Silvia | Ex Libris AG |
| 30 | Litschauer Brigitte | Genossenschaft Migros Zürich |
| 31 | Lugon Moulin Bénédicte | Société Coopérative Migros Valais |
| 32 | Martinelli Samantha | Ferrovia Monte Generoso SA |
| 33 | Mayoraz Stéphane | Aproz Sources Minérales SA |
| 34 | Meier Werner | Genossenschaft Migros Zürich |
| 35 | Nigg Jürg | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| 36 | Pagnamenta Sandro | Jowa AG |
| 37 | Pellegrini Dario | Società Cooperativa Migros Ticino |
| 38 | Pidoux Natalie | Estavayer Lait SA |
| 39 | Preute Frank | Genossenschaft Migros Zürich |
| 40 | Riedo Nicolas | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |
| 41 | Rubino Loris | Migros Verteilbetrieb Neuendorf AG |
| 42 | Ryser Jürg | Genossenschaft Migros Aare |
| 43 | Schäfer Yvonne | Mibelle AG |
| 44 | Schweizer Regula | Chocolat Frey AG |
| 45 | Scioscia Maurizio | Migros Verteilbetrieb Neuendorf AG |
| 46 | Sebele Michel | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 47 | Streun Julien | Mifa AG Frenkendorf |
| 48 | Tami Baas Giovanna | Società Cooperativa Migros Ticino |
| 49 | Terrettaz Danielle | Société Coopérative Migros Valais |
| 50 | Tiberghien Grégoire | Société Coopérative Migros Genève |
| 51 | Vieira Rodrigo | Société Coopérative Migros Vaud |
| 52 | Vogt Daniel | Liegenschaften-Betrieb AG |
| 53 | Weber Thomas | Genossenschaft Migros Basel |
| 54 | Wiederkehr-Luther Christine | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 55 | Zeier Urs | Genossenschaft Migros Zürich |
| 56 | Zürcher Margreth | Genossenschaft Migros Aare |
| 57 | Vacant (avant Capt Anthony) | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |

## Représentants des employeurs

| | | |
|---|---|---|
| 1 | Arnold Walter | Migros Verteilbetrieb Neuendorf AG |
| 2 | Arpagaus Annina | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 3 | Baumann-Marie Louise | migrolino ag |
| 4 | Beutler Fredi | Jowa AG |
| 5 | Carrard Jérôme | Micarna SA |
| 6 | Chatelan Anton | Société Coopérative Migros Vaud |
| 7 | Dussey Nicolas | Société Coopérative Migros Genève |
| 8 | Ebneter Marita | Ausgleichskasse der Migros-Betriebe |
| 9 | Fortunato Vito | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 10 | Frei René | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| 11 | Gamba Andrea | Società Cooperativa Migros Ticino |
| 12 | Girod David | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 13 | Gruskovnjak Senta | Mifa AG Frenkendorf |
| 14 | Haas Martin | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 15 | Héritier Daniel | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |
| 16 | Keller Christian | Genossenschaft Migros Zürich |
| 17 | Kocsis Attila | Genossenschaft Migros Aare |
| 18 | König Beat | Bischofszell Nahrungsmittel AG |
| 19 | Kron Reto | Genossenschaft Migros Luzern |
| 20 | Lang André | Migrol AG |
| 21 | Meier-Hobmeier Birgit | Genossenschaft Migros Aare |
| 22 | Meyer Thomas | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 23 | Müller Daniel | Genossenschaft Migros Basel |
| 24 | Parolini Reto | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 25 | Röck Thomas | Migros Verteilzentrum Suhr AG |
| 26 | Röthlin Daniel | Ex Libris AG |
| 27 | Schaad Patrick | Migros Bank |
| 28 | Schorderet Maurice | Aproz Sources Minérales SA |
| 29 | Schuerpf Roland | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| 30 | Supan Patrick | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 31 | Truninger Thomas | Genossenschaft Migros Basel |
| 32 | Zumofen Thomas | Société Coopérative Migros Valais |
| 33 | Zurmühle Felix | Midor AG |

## Représentants des bénéficiaires de rentes

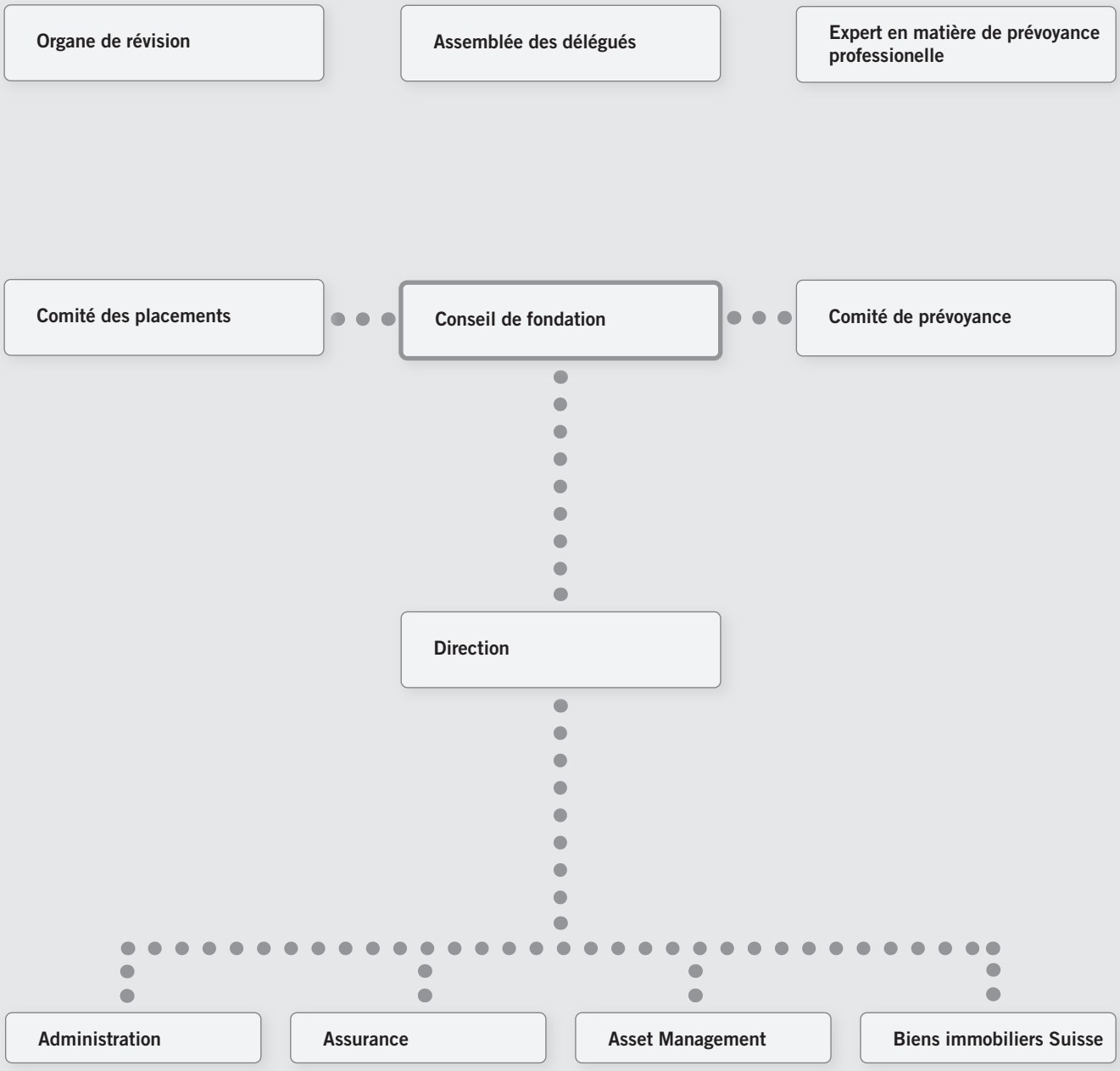
| | | |
|---|---|---|
| | | *anciennement* |
| 1 | Gander Dominique | Société Coopérative Migros Valais |
| 2 | Gremaud Philippe | Société Coopérative Migros Vaud |
| 3 | Kemmler Willi | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 4 | Löffler Dietmar | Jowa AG |
| 5 | Schmid Alfred | Migros-Genossenschafts-Bund |
| 6 | Schwander Ursula | Micarna SA |
| 7 | Schweizer Paul | Genossenschaft Migros Ostschweiz |
| 8 | Stolz Urs | Genossenschaft Migros Zürich |
| 9 | Wild Jean-Frédy | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg |
| 10 | Zimmermann Erich | Mifa AG Frenkendorf |

## 1.2 Employeurs affiliés

| Effectif des assurés au 31 décembre | | Assurés actifs | | | Bénéficiaires de rentes | | | Total | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2019 | 2018 | +/– | 2019 | 2018 | +/– | 2019 | 2018 | +/– |
| 1 | Activ Fitness AG, 8050 Zürich | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| 2 | Anlagestiftung der Migros-Pensionskasse, 8952 Schlieren | 6 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 0 |
| 3 | Aproz Sources Minérales SA, 1994 Aproz | 152 | 135 | 17 | 99 | 102 | –3 | 251 | 237 | 14 |
| 4 | Ausgleichskasse der Migros-Betriebe, 8952 Schlieren | 12 | 13 | –1 | 10 | 11 | –1 | 22 | 24 | –2 |
| 5 | Bischofszell Nahrungsmittel AG, 9220 Bischofszell | 957 | 942 | 15 | 475 | 487 | –12 | 1 432 | 1 429 | 3 |
| 6 | Centre Balexert SA, 1214 Vernier | 30 | 29 | 1 | 20 | 18 | 2 | 50 | 47 | 3 |
| 7 | Chocolat Frey AG, 5033 Buchs | 820 | 759 | 61 | 411 | 400 | 11 | 1 231 | 1 159 | 72 |
| 8 | Delica AG, 4127 Birsfelden | 398 | 401 | –3 | 241 | 242 | –1 | 639 | 643 | –4 |
| 9 | Estavayer Lait SA, 1470 Estavayer-le-Lac | 577 | 601 | –24 | 378 | 377 | 1 | 955 | 978 | –23 |
| 10 | Ex Libris AG, 8953 Dietikon | 164 | 174 | –10 | 100 | 101 | –1 | 264 | 275 | –11 |
| 11 | Ferrovia Monte Generoso SA, 6825 Capolago | 34 | 37 | –3 | 14 | 15 | –1 | 48 | 52 | –4 |
| 12 | Genossenschaft Migros Aare, 3321 Schönbühl | 7 757 | 7 990 | –233 | 3 968 | 3 964 | 4 | 11 725 | 11 954 | –229 |
| 13 | Genossenschaft Migros Basel, 4002 Basel | 2 556 | 2 588 | –32 | 1 731 | 1 733 | –2 | 4 287 | 4 321 | –34 |
| 14 | Genossenschaft Migros Luzern, 6036 Dierikon | 3 445 | 3 491 | –46 | 1 574 | 1 542 | 32 | 5 019 | 5 033 | –14 |
| 15 | Genossenschaft Migros Ostschweiz, 9201 Gossau | 6 117 | 6 213 | –96 | 3 682 | 3 720 | –38 | 9 799 | 9 933 | –134 |
| 16 | Genossenschaft Migros Zürich, 8021 Zürich | 6 468 | 6 464 | 4 | 3 554 | 3 532 | 22 | 10 022 | 9 996 | 26 |
| 17 | Jowa AG, 8604 Volketswil | 2 898 | 2 924 | –26 | 1 762 | 1 772 | –10 | 4 660 | 4 696 | –36 |
| 18 | Liegenschaften-Betrieb AG, 8031 Zürich | 117 | 124 | –7 | 39 | 35 | 4 | 156 | 159 | –3 |
| 19 | M-Industrie AG, Zürich (à partir du 1.1.2019) | 93 | 0 | 93 | 0 | 0 | 0 | 93 | 0 | 93 |
| 20 | Mibelle AG, 5033 Buchs | 482 | 467 | 15 | 166 | 166 | 0 | 648 | 633 | 15 |
| 21 | Micarna SA, 1784 Courtepin | 2 569 | 2 645 | –76 | 1 105 | 1 113 | –8 | 3 674 | 3 758 | –84 |
| 22 | Midor AG, 8706 Meilen | 579 | 570 | 9 | 383 | 381 | 2 | 962 | 951 | 11 |
| 23 | Mifa AG Frenkendorf, 4402 Frenkendorf | 248 | 254 | –6 | 142 | 141 | 1 | 390 | 395 | –5 |
| 24 | Mifroma SA, 1670 Ursy | 250 | 256 | –6 | 146 | 150 | –4 | 396 | 406 | –10 |
| 25 | Migrol AG, 8048 Zürich | 201 | 198 | 3 | 160 | 159 | 1 | 361 | 357 | 4 |
| 26 | migrolino AG, 5034 Suhr | 145 | 133 | 12 | 4 | 4 | 0 | 149 | 137 | 12 |
| 27 | Migros Bank, 8023 Zürich | 1 490 | 1 475 | 15 | 377 | 361 | 16 | 1 867 | 1 836 | 31 |
| 28 | Migros Digital Solutions AG, Zürich (à partir du 1.1.2019) | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 |
| 29 | Migros-Genossenschafts-Bund, 8031 Zürich | 2 546 | 2 699 | –153 | 1 000 | 992 | 8 | 3 546 | 3 691 | –145 |
| 30 | Migros-Pensionskasse, 8952 Schlieren | 245 | 238 | 7 | 174 | 172 | 2 | 419 | 410 | 9 |
| 31 | Migros-Verteilbetrieb Neuendorf AG, 4623 Neuendorf | 1 109 | 960 | 149 | 617 | 608 | 9 | 1 726 | 1 568 | 158 |
| 32 | Migros Verteilzentrum Suhr AG, 5034 Suhr | 437 | 426 | 11 | 135 | 130 | 5 | 572 | 556 | 16 |
| 33 | Mitreva AG, 8048 Zürich | 40 | 39 | 1 | 25 | 24 | 1 | 65 | 63 | 2 |
| 34 | ONE Training Center AG, 6210 Sursee | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 0 |
| 35 | primetrust AG, Suhr | 22 | 16 | 6 | 0 | 0 | 0 | 22 | 16 | 6 |
| 36 | Riseria Taverne SA, 6807 Taverne | 24 | 27 | –3 | 26 | 24 | 2 | 50 | 51 | –1 |
| 37 | Società Cooperativa fra produttori e consumatori Migros Ticino, 6592 S. Antonino | 1 194 | 1 254 | –60 | 790 | 793 | –3 | 1 984 | 2 047 | –63 |
| 38 | Société Coopérative Migros Genève, 1227 Carouge | 2 416 | 2 538 | –122 | 1 707 | 1 671 | 36 | 4 123 | 4 209 | –86 |
| 39 | Société Coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg, 2074 Marin | 1 712 | 1 800 | –88 | 1 181 | 1 184 | –3 | 2 893 | 2 984 | –91 |
| 40 | Société Coopérative Migros Valais, 1920 Martigny | 1 215 | 1 247 | –32 | 673 | 654 | 19 | 1 888 | 1 901 | –13 |
| 41 | Société Coopérative Migros Vaud, 1024 Ecublens | 2 387 | 2 525 | –138 | 1 863 | 1 874 | –11 | 4 250 | 4 399 | –149 |
| 42 | Stiftung für Sprach- & Bildungszentren, 8038 Zürich | 0 | 9 | –9 | 18 | 18 | 0 | 18 | 27 | –9 |
| 43 | Stiftung «im Grüene», 8803 Rüschlikon | 39 | 43 | –4 | 25 | 25 | 0 | 64 | 68 | –4 |
| | Membres individuels et autres | 1 | 9 | –8 | 689 | 709 | –20 | 690 | 718 | –28 |
| | **Total** | **51 959** | **52 723** | **–764** | **29 464** | **29 404** | **60** | **81 423** | **82 127** | **–704** |
| | Comptages multiples: ■ invalidité partielle | | | | –255 | –264 | | | | |
| | ■ retraites partielles | | | | –53 | –22 | | | | |
| | ■ deuxième rapport d'assurance | | | | –559 | –553 | | | | |
| | **Total** | | | | **–867** | **–839** | | | | |
| | **Total sans comptages multiples** | **51 959** | **52 723** | **–764** | **28 597** | **28 565** | **32** | **80 556** | **81 288** | **–732** |

*Les sorties en suspens et les retraites au 31 décembre ne figurent plus dans l'effectif des assurés actifs. Les rentes avec début de versement au 1er janvier 2020 ou 2019 ont été prises en compte dans les bénéficiaires de rentes. Les assurés de l'entreprise m-way SA et Sharoo SA ont fait l'objet d'une sortie collective et ne figurent plus dans l'effectif. Les assurés de l'institution de prévoyance PRÉVOYANCE in globo[M] ont été intégrés au siège de la CPM au 1er janvier 2019. Par conséquent, cette convention d'affiliation est devenue caduque. Au 31 décembre 2019, l'effectif de Chocolat Frey AG est constitué de 107 assurés du sous-secteur Promotion et Eventmarketing (TMI) qui quittent l'entreprise à cette même date. Conjointement à la sortie en cours d'année au 30 avril 2019 du personnel de bureau de TMI assuré en collectif partiel, ce départ entraîne une liquidation partielle au 31 décembre 2019.*

## 1.3 Organigramme



## 2. Membres actifs et bénéficiaires de rentes

### 2.1 Assurés actifs

**Assurance risque**
À la fin 2019, au total 462 personnes étaient assurées dans le cadre de l'assurance risque (exercice précédent 4395), dont 212 hommes et 250 femmes. La baisse significative des personnes assurées dans l'assurance risque (–3933) est due au fait que l'assurance complète débute désormais à l'âge de 20 ans (exercice précédent à partir de 25 ans).

**Assurance complète**

| | Hommes | Femmes | Total | Exercice précédent | Variation |
|---|---|---|---|---|---|
| **1er janvier 2019** | **22 067** | **26 261** | **48 328** | **48 272** | **56** |
| **Corrections diverses** *(sorties en suspens exercice précédent/effacés/changement d'employeur)* | **1 977** | **2 966** | **4 943** | **1 042** | **3 901** |
| **Entrées** | **3 136** | **3 251** | **6 387** | **5 231** | **1 156** |
| Sorties | 3 103 | 3 623 | 6 726 | 5 014 | 1 712 |
| Décès | 26 | 13 | 39 | 51 | –12 |
| Départs à la retraite | 535 | 645 | 1 180 | 1 034 | 146 |
| Cas d'invalidité | 91 | 125 | 216 | 118 | 98 |
| **Total des départs** | **3 755** | **4 406** | **8 161** | **6 217** | **1 944** |
| **Variation par rapport à l'exercice précédent** | **1 358** | **1 811** | **3 169** | **56** | **3 113** |
| **31 décembre 2019** | **23 425** | **28 072** | **51 497** | **48 328** | **3 169** |
| ■ *dont plan pour les enseignants* | *304* | *982* | *1 286* | *1 290* | *–4* |

### 2.2 Bénéficiaires de rentes

| | Rentes de retraite | Rentes d'invalidité | Rentes de conjoint/ partenaire | Rentes d'enfant de bénéficiaires de rentes de retraite | Rentes d'enfant de bénéficiaires de rentes d'invalidité | Rentes d'orphelin | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **1er janvier 2019** | **21 674** | **2 519** | **3 946** | **233** | **827** | **205** | **29 404** |
| Corrections diverses *(variation exercice précédent/changement d'employeur)* | 129 | 48 | 0 | 27 | 36 | 26 | 266 |
| Nouvelles entrées | 785 | 67 | 192 | 44 | 31 | 25 | 1 144 |
| **Total des entrées** | **914** | **115** | **192** | **71** | **67** | **51** | **1 410** |
| Décès | 659 | 33 | 207 | 0 | 0 | 0 | 899 |
| Rentes suspendues | 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 |
| Fin de droit | 0 | 177 | 10 | 69 | 126 | 45 | 427 |
| **Total des départs** | **683** | **210** | **217** | **69** | **126** | **45** | **1 350** |
| **Variation par rapport à l'exercice précédent** | **231** | **–95** | **–25** | **2** | **–59** | **6** | **60** |
| **31 décembre 2019** | **21 905** | **2 424** | **3 921** | **235** | **768** | **211** | **29 464** |
| ■ *dont hommes* | *9 629* | *945* | *591* | *106* | *380* | *106* | *11 757* |
| ■ *dont femmes* | *12 276* | *1 479* | *3 330* | *129* | *388* | *105* | *17 707* |

# 3. Nature et application du but

## 3.1 Explications des règlements de prévoyance

La CPM a édicté un règlement de prévoyance selon la primauté des prestations (règlement de prévoyance CPM) et un règlement de prévoyance selon la primauté des cotisations pour les enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs. Les principaux éléments de ces documents valables depuis le 1er janvier 2019 figurent ci-après. Les règlements de prévoyance sont disponibles sur Internet sur www.mpk.ch.

| | Règlement de prévoyance CPM | Règlement de prévoyance pour les enseignants |
|---|---|---|
| **Champ d'application** | | |
| | Collaborateurs des entreprises de la communauté-M qui ont conclu une convention d'affiliation avec la CPM. En sont exclus les enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs. | Enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs. |
| **Définitions** | | |
| Affiliation à la caisse de pensions | Les collaborateurs à partir de 17 ans dont le revenu annuel dépasse le salaire minimal LPP sont soumis à l'obligation de s'assurer. Jusqu'à l'âge de 19 ans, les collaborateurs sont assurés contre le risque (invalidité et décès), puis admis dans l'assurance complète (vieillesse, invalidité et décès). | |
| Retraite ordinaire | 64 ans pour les femmes et les hommes. Retraite anticipée possible à partir de 58 ans. Retraite partielle possible en cas de réduction du taux d'occupation d'au moins 20 %. | |
| Déduction de coordination | 30 % du revenu global, au plus toutefois le montant de la rente AVS maximale. | 30 % du revenu global. |
| Revenu soumis à cotisation | Revenu global moins la déduction de coordination. | |
| Revenu assuré | Revenu soumis à cotisation de l'année en cours. | |
| | ■ À partir de 52 ans: moyenne du revenu soumis à cotisation à partir de 51 ans.<br>■ À partir de 55 ans: moyenne des quatre revenus les plus élevés soumis à cotisation à partir de 51 ans. | |
| Bonifications de vieillesse en % du revenu assuré | | **Âge** / **Bonification de vieillesse**<br>20–29 16.5 %<br>30–34 17.5 %<br>35–39 18.5 %<br>40–44 19.5 %<br>45–49 21.5 %<br>50–54 24.5 %<br>55–64 27.5 % |
| **Prestations de retraite** | | |
| Rente de vieillesse | Par année d'assurance, 1.56 % du revenu assuré; réduction en cas de retraite anticipée, augmentation en cas de retraite différée. | Avoir de vieillesse disponible au moment de la retraite, multiplié par le taux de conversion applicable (5.5 % à l'âge de 64 ans). |
| Capital à la place d'une rente | Sous observation d'un préavis d'un mois, la totalité de la prestation de retraite ou une partie de la prestation peut être retirée sous forme de capital. | |
| Rente de remplacement AVS-Migros à partir de 64 ans (pour les hommes) | Prestation financée par l'employeur versée conformément au calcul de la rente de vieillesse AVS au moment de la retraite après 18 années complètes de cotisation. Une réduction intervient si la période de cotisation est inférieure à 18 années. En cas de versement du capital en lieu et place de la rente de retraite, le capital est réduit en conséquence. | |
| Rentes d'enfant de bénéficiaires de rentes de retraite | 20 % de la rente de retraite. | |

| | Règlement de prévoyance CPM | Règlement de prévoyance pour les enseignants |
|---|---|---|
| **Prestations d'invalidité** | | |
| Rente d'invalidité | 70 % de la rente de retraite expectative, complétée par un supplément de 0.5 point de pourcentage de la rente de retraite expectative par année d'assurance acquise en assurance complète. | 80 % de la rente de retraite prévue. |
| | Rente partielle selon la classification de l'assurance-invalidité fédérale. | |
| Rentes d'enfant de bénéficiaires de rentes d'invalidité | 20 % de la rente d'invalidité. | |
| **Prestations de survivants** | | |
| Rente de conjoint, de partenaire | 66⅔ % de la rente de retraite expectative ou de la rente de retraite ou d'invalidité perçue par la personne assurée. | 66⅔ % de la rente de retraite prévue ou de la rente de retraite ou d'invalidité perçue par la personne assurée. |
| Rente d'orphelin | 20 % de la rente de retraite prévue ou de la rente de retraite ou d'invalidité perçue par la personne assurée. | |

### 3.2 Financement/méthode de financement

Jusqu'à la fin de l'année de leur 19e anniversaire (avant 24e anniversaire), les personnes assurées versent 1.5 % et l'employeur 3.0 % du revenu soumis à cotisation pour la couverture des risques invalidité et décès. À partir du 1er janvier qui suit le 19e anniversaire (avant 24e anniversaire), des cotisations moyennes indépendantes de l'âge sont prélevées pour l'assurance complète. Elles restent inchangées à 8.5 % du revenu soumis à cotisation pour les assurés et s'élèvent à 14.5 % (avant 12 %) pour les employeurs.

Pour garantir le financement des augmentations de salaire, les entreprises versent une cotisation annuelle supplémentaire de 2.5 % (avant 5.0 %) de la somme des revenus soumis à cotisation de tous les assurés en assurance complète. Elle couvre l'augmentation du revenu assuré conformément au tableau ci-après. Si le pourcentage de l'augmentation du revenu assuré dépasse ces limites, le financement est à la charge de la personne assurée. Font exception les revenus globaux (degré d'occupation à 100 %) qui restent inférieurs à CHF 65 000 par année après augmentation. Tant que la provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire s'élève à au moins 5 % des revenus soumis à cotisation à la date de clôture du bilan, on renonce à la limitation de l'assurance des augmentations de salaire.

| **Âge** | **Augmentation du revenu assuré couverte par la cotisation annuelle** *en %* |
|---|---|
| 19–24 | 5.0 |
| 25–44 | 3.0 |
| 45–70 | 1.0 |

Les participations au chiffre d'affaires et bonus irréguliers, qui ne sont pas assurés dans le revenu global, peuvent être assurés dans un plan d'assurance complémentaire prévoyant une prestation en capital. À cet effet, les assurés et employeurs versent chacun 5 % de la part de salaire assurée. L'employeur finance en outre la rente de remplacement AVS-M et prend en charge les frais d'administration de 1.75 % sur la somme des cotisations versées par lui et ses assurés.

## 3.3 Autres informations sur l'activité de prévoyance

### 3.3.1 Membres du comité de prévoyance (mandat de 2019 à 2022)

| | | |
|---|---|---|
| Urs Bender | Membre (RS) | |
| Felix Hofstetter (jusqu'au 31.12.2019) | Membre (RE) | |
| Sarah Kreienbühl | Membre (RE) | |
| Martin Lutz (depuis le 1.1.2020) | Membre (RE) | |
| Stefano Patrignani | Membre (RE) | |
| Nadia Prota | Membre (RS) | |
| Thomas Zürcher | Membre (RS) | |
| Christoph Ryter | Participant | Directeur |
| Philipp Küng | Participant | Responsable Assurance |

*RE = représentant de l'employeur au conseil de fondation*
*RS = représentant des salariés au conseil de fondation*

### 3.3.2 Contributions et versements

**Cotisations de l'employeur**

| | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Règlement de prévoyance CPM Contribution de base, contribution pour le financement des augmentations de salaire | 401.3 | 385.1 |
| Règlement de prévoyance pour les enseignants Contribution de base | 4.5 | 4.5 |
| Valeur actuelle de la rente pour la rente de remplacement AVS-M | 15.1 | 17.4 |
| Contribution aux frais d'administration | 10.7 | 10.2 |
| Arrondi | –0.1 | 0.0 |
| **Cotisations de l'employeur** | **431.5** | **417.2** |

**Primes uniques et montants d'achat**
CHF 22.1 millions (exercice précédent CHF 26.5 millions) ont été versés pour l'achat d'années d'assurance et CHF 5.8 millions (CHF 7.1 millions) pour l'augmentation des comptes supplémentaires.

### 3.3.3 Apports lors de la reprise d'effectifs d'assurés dans les provisions techniques, les réserves de fluctuation de valeurs et les fonds libres

L'année dernière, CHF 23.5 millions découlant de la liquidation partielle de l'institution de prévoyance transférante PIG figuraient dans la rubrique apports lors de la reprise d'effectifs d'assurés dans les provisions techniques, les réserves de fluctuation de valeurs et les fonds libres.

### 3.3.4 Prestations et versements anticipés

**Autres prestations réglementaires**
Cette rubrique comporte les prestations pour les rentes de remplacements AVS-M de CHF 17.7 millions (exercice précédent CHF 20.4 millions). Compte tenu des 851 (953) bénéficiaires, le montant mensuel moyen correspondait à CHF 1733 (CHF 1780). Le montant maximal à verser par personne et par mois était de CHF 2370 (CHF 2350). De plus, un montant de CHF 0.2 million (CHF 0.3 million) est attribué aux rentes des comptes supplémentaires.

**Prestations en capital à la retraite**
Durant l'exercice sous revue, 508 personnes (exercice précédent 380 personnes), soit 43.1 % (36.8 %) des nouveaux retraités, ont profité de la possibilité de recevoir une partie ou la totalité de la rente de retraite sous forme de prestation unique en capital. Au total 301 personnes (216 personnes) ont opté pour la totalité de la rente de retraite sous forme de prestation en capital, ce qui correspondait à CHF 88.2 millions (CHF 50.4 millions).

**Prestations en capital en cas de décès**
Une prestation en capital peut être exigée en lieu et place de la rente de conjoint/partenaire. Cette prestation a été versée dans 149 cas (exercice précédent 117 cas), ce qui correspond à CHF 22.6 millions (CHF 13.9 millions). CHF 0.2 million (CHF 0.3 million) est imputable aux indemnités de conjoint et CHF 0.6 million (CHF 1.2 million) aux capitaux en cas de décès dus lorsqu'aucune prestation de survivant ne doit être versée.

## 3.4 Prestations de sortie

| | 2019 *en millions de CHF* | 2018 *en millions de CH* |
|---|---|---|
| Prestations de libre passage en cas de sortie | 368.3 | 298.0 |
| Transfert de fonds supplémentaires en cas de sortie collective | 6.1 | 0.0 |
| Encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle | 16.4 | 14.4 |
| Prestations en cas de divorce | 6.9 | 10.1 |
| **Total** | **397.7** | **322.5** |

**Prestations de libre passage**
Le montant versé en espèces consécutivement à la prise d'une activité professionnelle indépendante, à un départ définitif à l'étranger ou lorsque la prestation de sortie est insignifiante a atteint CHF 13.0 millions (exercice précédent CHF 9.0 millions).

**Transfert de fonds supplémentaires en cas de sortie collective**
L'entreprise m-way sa, Glattbrugg, a été affiliée à l'œuvre de prévoyance AQUILA auprès de PRÉVOYANCE in globo$^{M}$ (PIG) au 1er janvier 2019. À la suite du transfert collectif de 106 assurés actifs, les conditions donnant lieu à une liquidation partielle étaient réunies. Lors de sa réunion du 21 mars 2019, le conseil de fondation a approuvé le rapport de liquidation partielle au 31 décembre 2018. Outre les prestations de sortie à hauteur de CHF 5.3 millions, les assurés transférés collectivement ont reçu une part proportionnelle de toutes les provisions techniques et réserves de fluctuation de valeurs pour l'achat collectif auprès de la PIG de CHF 6.1 millions. Ces fonds supplémentaires ont été transférés à la nouvelle institution de prévoyance avec date de valeur au 29 mai 2019.

**Encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle**
Durant l'exercice sous revue, 252 assurés (exercice précédent 242) ont demandé un versement anticipé selon l'ordonnance sur l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle.

## 3.5 Adaptations des rentes

En vertu de l'art. 36 al. 2 et 3 LPP, le conseil de fondation a décidé, lors de sa réunion du 26 novembre 2019, de renoncer à une amélioration des prestations en faveur des bénéficiaires de rentes, car le pouvoir d'achat demeure stable depuis plusieurs années et l'évolution de l'indice des prix à la consommation était à la baisse ces dernières années (de septembre 2008 à septembre 2019 –0.6 %).

# 4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence

## 4.1 Certification de la présentation des comptes selon les Swiss GAAP RPC 26

Les comptes ont été établis selon les normes des Swiss GAAP RPC 26. Cette présentation des comptes rend une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la caisse de pensions.

## 4.2 Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation ci-après ont été appliqués à l'établissement des comptes annuels:

| Position | Évaluation |
|---|---|
| Conversion de monnaies étrangères | Les charges et produits sont convertis aux cours du jour.<br>Les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis aux derniers cours de l'année. |
| Actifs opérationnels<br>Prêts placements directs | À la valeur nominale. Si le remboursement du capital est menacé, des corrections de valeurs correspondantes sont constituées. |
| Titres placements directs<br>Opérations sur devises à terme | À la valeur de marché. |
| Prêts collectifs<br>Titres collectifs<br>Biens immobiliers collectifs | À la valeur nette d'inventaire. |
| Capitaux de prévoyance et provisions techniques | La LPP 2015 (tables générationnelles) sert de base technique avec un taux d'intérêt technique de 1.5%. |

## 4.3 Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

### 4.3.1 Comptabilisation des capitaux de prévoyance en vertu des nouveaux règlements de prévoyance

Les nouveaux règlements de prévoyance prennent effet au 1er janvier 2019. Il s'agit plus précisément du règlement de prévoyance de la CPM (primauté des prestations) et du règlement de prévoyance pour les enseignantes et enseignants des Écoles-clubs et des centres de sport et de loisirs de la communauté-M (primauté des cotisations).

#### 4.3.1.1 Primauté des prestations

Au 1er janvier 2019, le règlement de prévoyance de la CPM octroie, dans le cadre des adaptations du plan de prévoyance, le droit acquis à la rente de vieillesse accumulée. En outre, les facteurs de valeurs actuelles servant de base au tarif pour le calcul des prestations d'entrée et de sortie ont été adaptés, d'où l'augmentation au 1er janvier 2019 de la valeur actuelle de la prestation acquise des assurés. Cette augmentation a été financée à la charge du capital de prévoyance suffisamment consolidé des assurés actifs. En cas de droit à une prestation de libre passage, 1/60 de cette bonification unique est déduit de la prestation réglementaire de libre passage pour chaque mois manquant jusqu'au 31 décembre 2023.

#### 4.3.1.2 Primauté des cotisations

À titre de compensation de la réduction du taux de conversion de 6.1% à 5.5% à l'âge de 64 ans, les avoirs de vieillesse des assurés du plan pour les enseignantes et les enseignants ont été augmentés de 10.9% au 1er janvier 2019 (cependant tout au plus à la valeur maximale des avoirs de vieillesse selon le tableau de rachat), soit l'équivalent d'un montant de CHF 10.3 millions. Cette mesure a été financée par la dissolution du même montant d'une provision pour amélioration des prestations constituée l'année précédente. En cas de droit à une prestation de libre passage, 1/60 de cette bonification unique est déduit de la prestation réglementaire de libre passage pour chaque mois manquant jusqu'au 31 décembre 2023.

**Inscription des provisions de prévoyance au bilan selon le règlement relatif aux provisions en vigueur pour la clôture de l'exercice 2019**

Le conseil de fondation a adopté un nouveau règlement relatif aux provisions le 22 janvier 2020 avec effet rétroactif au 31 décembre 2019. Le principal changement est l'abaissement du taux d'intérêt technique pour l'évaluation des engagements de prévoyance des assurés actifs et des bénéficiaires de rentes de 2.0% auparavant à désormais 1.5%. Les répercussions qui découlent de la modification du système de provisions sont indiquées dans l'annexe 5.

## 5. Risques actuariels/couverture des risques/degré de couverture

### 5.1 Nature de la couverture des risques, réassurance

La caisse de pensions est autonome. Elle couvre elle-même les risques actuariels liés à la vieillesse, au décès et à l'invalidité.

### 5.2 Capital de prévoyance assurés actifs

| | | 31.12.2019<br>*en millions de CHF* | 31.12.2019<br>*conf. à l'ancien règlement relatif aux provisions*<br>*en millions de CHF* | 31.12.2018<br>*en millions de CHF* |
|---|---|---|---|---|
| 5.2.1 | Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance CPM (assurés individuels inclus) | 11 661.9 | 10 239.9 | 10 270.9 |
| 5.2.2 | Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance pour les enseignants | 110.7 | 110.7 | 94.2 |
| 5.2.3 | Capital d'épargne plan d'assurance prévoyant une prestation en capital | 4.2 | 4.2 | 3.9 |
| 5.2.4 | Capital d'épargne comptes supplémentaires | 26.9 | 26.9 | 25.0 |
| 5.2.5 | Capital d'épargne comptes d'excédents | 49.9 | 49.9 | 62.5 |
| | Arrondi | 0.0 | 0.0 | –0.1 |
| | **Total** | **11 853.6** | **10 431.6** | **10 456.4** |

#### 5.2.1 Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance CPM

Les capitaux de prévoyance des assurés actifs au sens du règlement de prévoyance CPM ont été calculés selon les bases techniques LPP 2015 en application du concept générationnel et d'un taux d'intérêt technique de 1.5 % (exercice précédent 2.0 %). Ils correspondent toutefois au moins à la prestation de sortie. La somme des prestations de sortie individuelles de ces assurés actifs (y compris assurés individuels) s'élève à CHF 7996.2 millions (exercice précédent CHF 6601.8 millions) à la date de clôture du bilan. Par comparaison, le capital de prévoyance a été augmenté d'environ 45.8 % (55.6 %), s'inscrivant ainsi à CHF 11 661.9 millions (CHF 10 270.9 millions). Les capitaux de prévoyance des sorties en suspens figurent dans le compte de régularisation passif.

Selon l'ancienne méthode de calcul avec un taux d'intérêt technique de 2.0 %, les capitaux de prévoyance des assurés actifs au sens du règlement de prévoyance CPM auraient totalisés CHF 10 239.9 millions au 31 décembre 2019. Ils s'élèvent désormais à CHF 11 661.9 millions et enregistrent ainsi une augmentation extraordinaire de CHF 1422.0 millions.

#### 5.2.2 Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance pour les enseignants

Le capital de prévoyance pour les enseignants assurés actifs correspond à l'avoir de vieillesse ou à la somme des comptes de vieillesse gérés de manière individuelle. Les avoirs de vieillesse ont été rémunérés à 3.0 % (exercice précédent 3.25 %), ce qui équivaut à un montant de CHF 3.1 millions (CHF 2.9 millions). À titre de compensation de la réduction du taux de conversion de 6.1 % à 5.5 % à l'âge de 64 ans, les avoirs de vieillesse ont été augmentés de 10.9 % au 1er janvier 2019 (cependant tout au plus à la valeur maximale des avoirs de vieillesse selon le tableau de rachat), soit l'équivalent d'un montant de CHF 10.3 millions. En cas de droit à une prestation de libre passage, 1/60 de cette bonification unique est déduit de la prestation réglementaire de libre passage pour chaque mois manquant jusqu'au 31 décembre 2023.

**Évolution capital de prévoyance règlement de prévoyance pour les enseignants**

| | 2019<br>*en millions de CHF* | 2018<br>*en millions de CHF* |
|---|---|---|
| **État au 1er janvier** | **94.2** | **91.2** |
| **Bonification unique nouveau règlement** | **10.3** | **–** |
| **Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée** | **14.4** | **12.5** |
| ■ dont bonifications de vieillesse | 6.4 | 5.9 |
| ■ dont primes uniques et montants d'achat | 1.3 | 1.4 |
| ■ dont apports de libre passage | 5.4 | 4.8 |
| ■ dont remboursements de versements anticipés pour la propriété du logement/divorce | 1.4 | 0.4 |
| ■ dont arrondi | –0.1 | 0.0 |
| **Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés** | **–11.1** | **–12.4** |
| ■ dont prestations réglementaires | –8.1 | –9.0 |
| ■ dont prestations de libre passage en cas de sortie | –2.9 | –3.2 |
| ■ dont versements anticipés pour la propriété du logement/divorce | –0.1 | –0.1 |
| ■ dont harmonisation années précédentes (sorties et retraites avec effet rétroactif) | 0.0 | –0.2 |
| ■ dont arrondi | 0.0 | 0.1 |
| **Déduction prestation de libre passage selon art. 53 du règlement de prévoyance** | **–0.2** | **–** |
| **Rémunération avoirs de vieillesse** | **3.1** | **2.9** |
| **État au 31 décembre** | **110.7** | **94.2** |

### 5.2.3 Capital d'épargne plan d'assurance prévoyant une prestation en capital

Les participations au chiffre d'affaires et bonus irréguliers, qui ne sont pas assurés dans le revenu global, peuvent être assurés dans un plan d'assurance complémentaire prévoyant une prestation en capital. Les comptes ont été rémunérés à 2.0 % (exercice précédent 1.0 %).

### 5.2.4 Capital d'épargne comptes supplémentaires

Par des versements sur le compte supplémentaire, les assurés peuvent compenser, en cas de retraite anticipée, la rente de vieillesse AVS manquante et la réduction de la rente de retraite. À la date de clôture du bilan, 400 assurés (exercice précédent 404) ont profité de cette possibilité. Les comptes ont été rémunérés à 2.0 % (1.0 %).

### 5.2.5 Capital d'épargne comptes d'excédents

Le compte capital d'épargne comptes d'excédents contient des prestations de sortie apportées qui n'ont pas pu être utilisées dans le cadre du règlement de prévoyance CPM. Le solde du compte se compose de 1345 postes (exercice précédent 2470). Les comptes ont été rémunérés à 2.0 % (1.0 %). La baisse durant l'exercice sous revue est principalement due à l'utilisation des fonds pour le financement des nouvelles possibilités d'achat dans le plan de prévoyance découlant de la révision du règlement 2019.

## 5.3 Total des avoirs de vieillesse selon la LPP

Les avoirs de vieillesse selon la LPP (compte témoin) se sont chiffrés à CHF 2908.5 millions (exercice précédent CHF 2878.7 millions) et sont affectés au capital de prévoyance des assurés actifs (règlement de prévoyance CPM et règlement de prévoyance pour les enseignants). Le taux minimal LPP fixé par le Conseil fédéral est resté inchangé à 1.0 %.

## 5.4 Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes

| | | 31.12.2019<br>*en millions de CHF* | 31.12.2019 *conf. à l'ancien règlement relatif aux provisions*<br>*en millions de CHF* | 31.12.2018<br>*en millions de CHF* |
|---|---|---|---|---|
| 5.4.1 | Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes | 9 617.0 | 9 074.4 | 9 048.0 |
| 5.4.2 | Capital de prévoyance rentes de remplacement AVS-Migros (bénéficiaires de rentes) | 12.4 | 12.4 | 15.4 |
| | Arrondi | 0.0 | 0.0 | 0.1 |
| | **Total** | **9 629.4** | **9 086.8** | **9 063.5** |

### 5.4.1 Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes

Le capital de prévoyance bénéficiaires de rentes correspond à la valeur actuelle des rentes en cours et expectatives pour les retraités, les invalides, les veufs/veuves/partenaires, les divorcés et les enfants. Le capital de prévoyance bénéficiaires de rentes contient aussi le capital de prévoyance des rentes en cours préfinancé par le biais des comptes supplémentaires. Les engagements ont été calculés selon les bases techniques LPP 2015, concept générationnel, et avec un taux d'intérêt technique de 1.5 % (exercice précédent 2.0 %).

Selon l'ancienne méthode de calcul avec un taux d'intérêt technique de 2.0 %, le capital de prévoyance des bénéficiaires de rentes aurait totalisé CHF 9074.4 millions au 31 décembre 2019. Il s'élève désormais à CHF 9617.0 millions et enregistre ainsi une augmentation extraordinaire de CHF 542.6 millions.

### 5.4.2 Capital de prévoyance rentes de remplacement AVS-M

*(bénéficiaires de rentes)*

Afin de garantir l'obligation de paiement des rentes de remplacement AVS-M en cours, la CPM a constitué un capital de prévoyance financé par les employeurs affiliés. Conformément à l'art. 16 al. 3 LFLP, la CPM ne constitue aucune provision spéciale pour les futures rentes de remplacement AVS-M des assurés actifs. En revanche, chaque employeur doit constituer des provisions en vue de garantir les engagements de contribution.

## 5.5 Provisions techniques

Les provisions techniques figurant ci-après ont été présentées selon le règlement relatif à la constitution de provisions et de réserves de fluctuation. Par rapport à l'exercice précédent, on note une diminution de CHF 46.2 millions (exercice précédent hausse de CHF 16.2 millions).

**Provisions techniques**

| | | 31.12.2019<br>*en millions de CHF* | 31.12.2019 *conf. à l'ancien règlement relatif aux provisions*<br>*en millions de CHF* | 31.12.2018<br>*en millions de CHF* |
|---|---|---|---|---|
| 5.5.1 | Provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire | 286.5 | 286.5 | 336.5 |
| 5.5.2 | Provision pour fluctuations de risques | 117.7 | 103.5 | 103.7 |
| 5.5.3 | Provision pour amélioration des prestations et réduction des cotisations | 0.0 | 0.0 | 10.3 |
| | Arrondi | 0.0 | 0.0 | –0.1 |
| | **Total** | **404.2** | **390.0** | **450.4** |

### 5.5.1 Provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire

La provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire est constituée pour financer les coûts des augmentations de salaire qui ne peuvent pas être financés en une année avec la contribution forfaitaire annuelle de 2.5 % (exercice précédent 5.0 %) des revenus soumis à cotisation. La valeur indicative maximale de la provision s'élève à 15 % des revenus soumis à cotisation des assurés en assurance complète à la date critère, soit à CHF 353.1 millions (CHF 338.2 millions).

La provision est constituée à hauteur de la valeur indicative maximale ou, le cas échéant, entièrement dissoute sur la base du résultat du montant forfaitaire de 2.5 % (exercice précédent 5.0 %) des revenus soumis à cotisation et des coûts effectifs du financement ultérieur des augmentations de salaire. Au cours de l'exercice sous revue, les cotisations encaissées pour l'assurance complémentaire des augmentations de salaire ont totalisé CHF 58.9 millions (CHF 112.0 millions) et les coûts CHF 108.9 millions (CHF 109.3 millions), d'où une perte de CHF 50.0 millions (bénéfice de CHF 2.7 millions). Au 31 décembre 2019, la provision ainsi actualisée s'élève à CHF 286.5 millions ou à 12.2 % des revenus soumis à cotisation des assurés en assurance complète. La hauteur de la provision est supérieure à la valeur limite de 5 % des revenus soumis à cotisation des assurés en assurance complète, faisant qu'en 2020 les augmentations de salaire peuvent être entièrement assurées en complément.

### 5.5.2 Réserve de fluctuations de risques

La réserve de fluctuations de risques a pour but de compenser les pertes éventuelles découlant d'une évolution défavorable des cas d'invalidité et de décès d'assurés en assurance risque et en assurance complète au cours d'une année. Le montant de cette provision est évalué périodiquement sur la base d'une répartition des sinistres globaux et d'un niveau de sécurité de 99.99 % déterminé sur deux ans. Le besoin qui en découle correspond à 1 % du capital de prévoyance des assurés actifs (sans comptes supplémentaires).

Selon l'ancienne méthode de calcul avec un taux d'intérêt technique de 2.0 %, la réserve de fluctuation de risque aurait totalisé CHF 103.5 millions au 31 décembre 2019. Elle s'élève désormais à CHF 117.7 millions et enregistre ainsi une augmentation extraordinaire de CHF 14.2 millions.

### 5.5.3 Provision pour amélioration des prestations et réductions des cotisations

Dans le plan pour les enseignantes et les enseignants, les apports dans les avoirs de vieillesse au 1er janvier 2019 sont entièrement inclus dans le capital de prévoyance des assurés actifs du plan pour les enseignants. En conséquence, la provision de CHF 10.3 millions constituée à cet égard au cours de l'exercice précédent a été entièrement dissoute. Pour l'exercice sous revue, aucune provision n'était nécessaire.

## 5.6 Attestations de l'expert

Le 13 février 2020, l'expert en matière de prévoyance professionnelle atteste que la CPM était en mesure, au 31 décembre 2019, de répondre à toutes ses obligations réglementaires conformément à l'art. 52e al. 1 LPP. Chaque année à la fin février, une expertise actuarielle est établie.

## 5.7 Bilan actuariel

| | 31.12.2019<br>LPP 2015 (TG)<br>1.5%<br>*en millions de CHF* | Variation<br>*en millions de CHF* | 31.12.2019<br>*ancien règlement relatif aux provisions*<br>*en millions de CHF* | 31.12.2018<br>LPP 2015 (TG)<br>2.0%<br>*en millions de CHF* |
|---|---|---|---|---|
| **Actifs disponibles** | **25 254.3** | | **25 254.3** | **22 797.6** |
| ■ Actifs selon le bilan commercial | 26 153.2 | | 26 153.2 | 23 538.7 |
| ■ Dettes | –60.4 | | –60.4 | –6.7 |
| ■ Compte de régularisation passif | –82.4 | | –82.4 | –77.7 |
| ■ Réserve de contributions de l'employeur | –755.9 | | –755.9 | –656.4 |
| ■ Provisions non techniques | –0.2 | | –0.2 | –0.3 |
| **Capitaux de prévoyance et provisions techniques** | **21 887.2** | **1 978.8** | **19 908.4** | **19 970.3** |
| **Capital de prévoyance** | **21 483.0** | **1 964.6** | **19 518.4** | **19 519.9** |
| **dont assurés actifs** | **11 853.6** | **1 422.0** | **10 431.6** | **10 456.4** |
| ■ Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance CPM | 11 661.9 | 1 422.0 | 10 239.9 | 10 270.9 |
| ■ Capital de prévoyance assurés actifs règlement de prévoyance pour les enseignants | 110.7 | 0.0 | 110.7 | 94.2 |
| ■ Capital d'épargne plan d'assurance prévoyant une prestation en capital | 4.2 | 0.0 | 4.2 | 3.9 |
| ■ Capital d'épargne comptes supplémentaires | 26.9 | 0.0 | 26.9 | 25.0 |
| ■ Capital d'épargne comptes d'excédents | 49.9 | 0.0 | 49.9 | 62.5 |
| ■ Arrondi | 0.0 | 0.0 | 0.0 | –0.1 |
| **dont bénéficiaires de rentes** | **9 629.4** | **542.6** | **9 086.8** | **9 063.5** |
| ■ Capital de prévoyance bénéficiaires de rentes | 9 617.0 | 542.6 | 9 074.4 | 9 048.0 |
| ■ Capital de prévoyance rentes de remplacement AVS-Migros | 12.4 | 0.0 | 12.4 | 15.4 |
| ■ Arrondi | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.1 |
| **Provisions techniques** | **404.2** | **14.2** | **390.0** | **450.4** |
| ■ Provision pour assurance complémentaire des augmentations de salaire | 286.5 | 0.0 | 286.5 | 336.5 |
| ■ Provision pour fluctuations de risques | 117.7 | 14.2 | 103.5 | 103.7 |
| ■ Provision pour amélioration des prestations | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 10.3 |
| ■ Arrondi | 0.0 | 0.0 | 0.0 | –0.1 |
| **Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2** | **115.4%** | **–9.0%** | **126.9%** | **114.2%** |
| **Degré de couverture visé** | **119.0%** | | **119.0%** | **119.0%** |

## 6. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

### 6.1 Organisation de l'activité de placement, règlement de placement

**Responsabilités**
Le conseil de fondation est l'organe suprême en matière de décision et de surveillance. Il assume de ce fait la responsabilité globale de la gestion de la fortune. Il délègue des tâches précises au comité des placements dans le domaine de la gestion de la fortune. Le comité des placements élabore la stratégie de placement à l'intention du conseil de fondation et détermine l'allocation tactique d'actifs et les benchmarks. Il désigne les gestionnaires de fortune et surveille leur activité de placement. En outre, il mandate l'Investment Controller et prend connaissance de ses rapports périodiques. Le responsable Asset Management (CIO) met en application l'allocation tactique d'actifs avec attribution de capitaux aux gestionnaires de fortune et rend régulièrement compte de l'activité de placement au comité des placements et au conseil de fondation. L'Investment Controller veille à faire respecter les directives de placement conformément au règlement de placement ainsi qu'à l'application de la stratégie de placement et calcule et évalue les paramètres de risque. Il dresse les décomptes mensuels de rendement et de risque ainsi qu'un rapport trimestriel complet à l'intention du comité des placements et du conseil de fondation.

**Exercice du droit de vote**
Les dispositions de l'«Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse» (ORAb) sont appliquées. Les directives pour l'exercice des droits de vote approuvées par le conseil de fondation sont accessibles aux assurés, aux entreprises concernées et à des tiers sur notre site Internet (www.mpk.ch). Le résultat du vote des assemblées générales est publié seulement après la date de l'assemblée. Une liste correspondante est mise à jour chaque mois sur notre site Internet. Le conseil de fondation reçoit au moins une fois par année un rapport détaillé sur l'exercice des droits de vote. Depuis 2019, les droits de vote sont aussi exercés dans les 300 principales participations étrangères. En d'autres termes, les droits de vote de deux tiers des actifs investis dans des sociétés étrangères sont ainsi exercés.

**Habilitation de gestionnaires de fortune actifs dans la prévoyance professionnelle, directive CHS PP D-01/2014**
En vertu de l'art. 48f al. 4 OPP 2, seuls peuvent être chargés du placement et de la gestion de la fortune de prévoyance les personnes ou institutions externes soumises à la surveillance des marchés financiers par une loi spéciale ainsi que les intermédiaires financiers opérant à l'étranger qui sont soumis à la surveillance d'une autorité de surveillance agréée. Au sens de l'art. 48f al. 5 OPP 2, la CHS PP peut habiliter d'autres personnes ou institutions à exercer la gestion de fortune. Le respect de l'art. 48f al. 2–5 OPP 2 est expressément attesté.

**Loyauté dans la gestion de fortune**
La CPM est soumise à la charte de l'ASIP. Par conséquent, la CPM dispose d'un règlement visant à garantir le respect des prescriptions de la LPP en matière de loyauté et d'intégrité. Les membres des organes, les collaborateurs et les partenaires externes responsables du placement, de la gestion et du contrôle des fonds de prévoyance se sont engagés à respecter les dispositions légales et réglementaires. Le conseil de fondation a adopté toutes les mesures nécessaires afin de contrôler le respect de ces dispositions.

**Membres du comité des placements (mandat de 2019 à 2022)**

| | | |
|---|---|---|
| Dr Harald Nedwed | Président (RE) | |
| Urs Bender | Membre (RS) | |
| Marcel Gähwiler | Membre (RS) | |
| Jürg Hochuli | Membre (RS) | |
| Felix Hofstetter (jusqu'au 31.12.2019) | Membre (RE) | |
| Martin Lutz (depuis le 1.1.2020) | Membre (RE) | |
| Jörg Zulauf | Membre (RE) | |
| Christoph Ryter | Participant | Directeur |
| Sergio Campigotto | Participant | Directeur adjoint |
| Adrian Ryser | Participant | Responsable Asset Management |

*RE = représentant de l'employeur au conseil de fondation*
*RS = représentant des salariés au conseil de fondation*

## 6.2 Limites de placement au sens des prescriptions de l'OPP 2 et utilisation des extensions des limites de placement

Les placements et limites autorisés au sens des prescriptions de l'OPP 2, en particulier les art. 53, 54, 54a, 54b, 55, 56 et 56a OPP 2 sont respectés. Fait exception l'art. 55d OPP 2 qui prévoit une limitation à 15 % des placements alternatifs mesurée sur l'ensemble de la fortune. Au 31 décembre 2019, cette limitation était dépassée de 1.5 point de pourcentage. Dans la mesure où il est prouvé de façon concluante dans l'annexe aux comptes annuels que l'art. 50 al. 1–3 est respecté, les possibilités de placement peuvent être étendues en vertu de l'art. 50 al. 4 OPP 2.

Conformément à l'annexe 5 du règlement de placement, le dépassement de la limite pour les placements alternatifs est autorisé jusqu'à concurrence de 20 % de l'ensemble des placements. Il faut veiller à une diversification et répartition suffisantes des risques. Compte tenu de l'aptitude au risque de l'institution de prévoyance, le conseil de fondation a délibérément décidé de faire usage de l'extension des limites de placement. La décision est justifiée par le respect de l'art. 50 al. 1–3 OPP 2 avec une large diversification des placements alternatifs dans des valeurs nominales, actions, biens immobiliers et infrastructures telle que présentée dans l'annexe au point 6.3 «Indications sur la catégorie des placements alternatifs».

**Limite** *(selon les art. 54 et 55 OPP 2)*

| art. | Catégorie | Valeur de marché 2019 en CHF *en millions de CHF* | Valeur de marché 2019 en ME *en millions de CHF* | Arrondi | Valeur de marché 2019 Total *en millions de CHF* | Impact des dérivés *en millions de CHF* | Valeur déterminante *en millions de CHF* | Placements 2019 *%* | Limite OPP 2 *%* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Créances sur montant fixe liquidités incluses | 7 266.1 | 53.4 | –0.1 | 7 319.4 | | 7 319.4 | 28.2 | 100 |
| 55a | Titres hypothécaires et lettres de gage | 511.2 | 0.0 | 0.0 | 511.2 | | 511.2 | 2.0 | 50 |
| 55b | Actions | 2 135.6 | 5 450.6 | 0.1 | 7 586.3 | | 7 586.3 | 29.2 | 50 |
| 55c | Biens immobiliers | 5 874.8 | 411.8 | 0.0 | 6 286.6 | | 6 286.6 | 24.2 | 30 |
| | ■ Biens immobiliers Suisse | 5 874.8 | 0.0 | 0.0 | 5 874.8 | | 5 874.8 | | |
| | ■ Biens immobiliers Étranger | 0.0 | 411.8 | 0.0 | 411.8 | | 411.8 | 1.6 | 10 |
| 55d | Placements alternatifs | 1 205.6 | 3 088.8 | 0.0 | 4 294.4 | | 4 294.4 | 16.5 | 15 |
| | Arrondi | –0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | | 0.0 | –0.1 | |
| | **Placements en capitaux** | **16 993.2** | **9 004.7** | **0.0** | **25 997.9** | | **25 997.9** | **100.0** | |
| 55e | Placements en monnaies étrangères sans couverture du risque de change | | 9 004.7 | 0.0 | 9 004.7 | –6 314.9 | 2 689.8 | 10.3 | 30 |
| | | | | | | | | | |
| 54 | Limite par débiteur | | | | | | respectée | | |
| 54a | Limite en matière de participation | | | | | | respectée | | |
| 54b | Limite en matière de biens immobiliers et d'avance | | | | | | respectée | | |

## 6.3 Indications sur la catégorie des placements alternatifs

*(art. 53 al. 3 OPP 2)*

Les catégories de placement liquidités, prêts, obligations, actions et placements satellites en biens immobiliers contiennent des placements considérés comme alternatifs au sens de l'art. 53 al. 3 OPP 2. Conformément aux directives de placement de l'OPP 2, sont considérés comme placements alternatifs les créances de débiteurs ne relevant pas du droit public, les senior secured loans, les placements immobiliers avec un taux d'avance supérieur à 50 % ainsi que les infrastructures. À la date de clôture du bilan, la somme cumulée investie sous une forme diversifiée était de CHF 4294.4 millions (exercice précédent CHF 3750.8 millions).

### Placements alternatifs

*au sens de l'art. 53 OPP 2*

| **Composition** | **31.12.2019** *en millions de CHF* | **31.12.2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Les créances alternatives au sens de l'art. 53 al. 3 OPP 2 (prêts, obligations hybrides, senior secured loans) | 2 125.7 | 1 895.3 |
| Private Equity | 173.5 | 146.7 |
| Absolute return, multi assets | 0.0 | 133.0 |
| Placements collectifs dans des biens immobiliers dont le taux d'avance n'est pas limité à 50 % de la valeur vénale (art. 53 al. 5 OPP 2) | 1 293.1 | 1 063.0 |
| Infrastructures | 702.1 | 512.7 |
| Arrondi | 0.0 | 0.1 |
| **Total** | **4 294.4** | **3 750.8** |

Les placements alternatifs correspondent à une part de 16.5 % des placements de la fortune (exercice précédent 16.1 %).

## 6.4 Valeur cible et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs

### Évolution de la réserve de fluctuation de valeurs

| | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| **État au 1er janvier** | **2 827.3** | **3 719.2** |
| Apport/prélèvement (–) par le biais du compte d'exploitation | 539.8 | –891.9 |
| Arrondi | –0.1 | 0.0 |
| **État au 31 décembre** | **3 367.0** | **2 827.3** |

### Valeur cible de la réserve de fluctuation de valeurs

| | | **31.12.2019** | **31.12.2018** |
|---|---|---|---|
| Valeur cible sur la base d'un niveau de sécurité de 97.5 % et d'un horizon de placement de 2 ans | *en millions de CHF* | 4 158.6 | 3 794.4 |
| Déficit de la réserve de fluctuation de valeurs | *en millions de CHF* | –791.6 | –967.1 |
| Capital technique nécessaire | *en millions de CHF* | 21 887.2 | 19 970.3 |
| Réserve de fluctuation de valeurs disponible *en % du capital technique nécessaire* | | 15.4 | 14.2 |
| **Valeur cible** *en % du capital technique nécessaire* | | **19.0** | **19.0** |

## 6.5 Présentation des placements par catégories

### Structure des placements

| | Placements 2019 | | Stratégie | Fourchette | | Placements 2018 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *en millions de CHF* | *%* | *%* | *min. %* | *max. %* | *en millions de CHF* | *%* |
| **Valeurs nominales** | **9 814.0** | **37.7** | **40** | **35** | **45** | **9 126.9** | **39.1** |
| Liquidités | 696.5 | 2.7 | 1 | | | 600.7 | 2.6 |
| Prêts | 1 904.2 | 7.3 | 5 | | | 1 562.2 | 6.7 |
| Obligations gouvernementales en CHF | 1.7 | 0.0 | 5 | | | 96.8 | 0.4 |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF | 618.7 | 2.4 | 4 | | | 558.0 | 2.4 |
| Obligations Étranger en CHF | 379.7 | 1.5 | 3 | | | 380.9 | 1.6 |
| Obligations d'État | 419.1 | 1.6 | 5 | | | 653.6 | 2.8 |
| Obligations d'entreprise | 3 021.7 | 11.6 | 12 | | | 2 819.7 | 12.1 |
| Placements satellites en obligations | 2 772.3 | 10.7 | 5 | | | 2 455.0 | 10.5 |
| Arrondi | 0.1 | –0.1 | | | | 0.0 | 0.0 |
| **Immobilisations corporelles** | **16 184.0** | **62.3** | | | | **14 205.7** | **60.9** |
| Actions | 7 843.1 | 30.2 | 30 | 25 | 35 | 6 621.3 | 28.4 |
| ■ *dont actions Suisse* | *2 105.4* | *8.1* | *8* | | | *1 752.2* | *7.5* |
| ■ *dont actions Étranger* | *4 429.4* | *17.0* | *17* | | | *3 808.7* | *16.3* |
| ■ *dont placements satellites en actions* | *1 308.3* | *5.0* | *5* | | | *1 060.4* | *4.5* |
| ■ *dont arrondi* | *0.0* | *0.1* | | | | *0.0* | *0.1* |
| Biens immobiliers | 8 340.9 | 32.1 | 30 | 25 | 35 | 7 584.4 | 32.5 |
| ■ *dont biens immobiliers Suisse* | *5 753.5* | *22.1* | *25* | | | *5 442.2* | *23.3* |
| ■ *dont placements satellites en biens immobiliers* | *2 587.4* | *10.0* | *5* | | | *2 142.2* | *9.2* |
| **Arrondi** | **–0.1** | **0.0** | | | | **0.0** | **0.0** |
| **Placements en capitaux** | **25 997.9** | **100.0** | **100** | | | **23 332.6** | **100.0** |
| Actifs opérationnels/limitations | 155.3 | | | | | 206.1 | |
| **Somme au bilan** | **26 153.2** | | | | | **23 538.7** | |

À la date de clôture du bilan, les dispositions légales et réglementaires étaient respectées.

### 6.5.1 Liquidités
Les liquidités comprennent des avoirs en compte courant et des placements à terme.

### 6.5.2 Obligations d'entreprise
Les obligations d'entreprise en monnaies étrangères se composent de placements en partie collectifs auprès de la fondation de placement de la CPM ou dans un fonds CPM à investisseur unique.

### 6.5.3 Placements satellites en obligations
Les placements satellites en obligations englobent les sous-catégories high yield, senior secured loans ainsi qu'obligations hybrides. Les placements sont détenus collectivement ou dans un fonds CPM à investisseur unique.

### 6.5.4 Placements satellites en actions
La catégorie des placements satellites en actions comporte les sous-catégories actions small cap, actions emerging markets all cap, actions monde défensif ainsi que private equity. Les placements sont détenus collectivement ou dans un fonds CPM à investisseur unique.

### 6.5.5 Biens immobiliers Suisse
Les placements dans des biens immobiliers Suisse sont détenus auprès de la Fondation de placement de la Caisse de pensions Migros.

### 6.5.6 Placements satellites en biens immobiliers
Les placements satellites en biens immobiliers comprennent les sous-catégories des biens immobiliers Étranger, des biens immobiliers Suisse indirects et des infrastructures.

### 6.5.7 Engagements résultant d'investissements

**Placements satellites en actions**
À la date de clôture du bilan, les placements satellites en actions recensaient 15 engagements d'investissement (exercice précédent 16) pour un montant de CHF 55.0 millions (exercice précédent CHF 66.5 millions) dans la sous-catégorie private equity dans les monnaies d'origine CHF et USD.

**Placements satellites en biens immobiliers** *(y compris infrastructure)*
À la clôture du bilan, on comptait 40 engagements d'investissement (exercice précédent 34) d'un montant de CHF 739.0 millions (CHF 569.6 millions). Les engagements d'investissement étaient dans les monnaies d'origine CAD, CHF, DKK, EUR, GBP et USD.

## 6.6 Instruments financiers dérivés non échus (ouverts)
*(art. 56a al. 7 OPP 2)*

### 6.6.1 Opérations sur devises à terme
Durant l'exercice sous revue, des opérations sur devises à terme ont été effectuées pour couvrir partiellement les engagements en monnaie étrangère. La garantie est fournie tant par la fondation de placement de la CPM ou le fonds CPM à investisseur unique que directement pas la CPM elle-même. Sur l'ensemble des opérations sur devises à terme directement conclues par la CPM, 240 opérations réduisant l'engagement (exercice précédent 232) à hauteur de CHF 6314.9 millions (CHF 5709.1 millions) n'étaient pas encore échues. Les monnaies des transactions étaient AUD, CAD, DKK, EUR, GBP, JPY, SEK, SGD et USD. L'échéance finale des contrats est fixée au plus tard le 25 juin 2020. À la date de clôture du bilan, la valeur de remplacement des opérations sur devises à terme est positive avec CHF 65.1 millions (négative avec CHF 0.7 million).

### 6.6.2 Futures sur taux d'intérêt
À la date de bilan, on ne recensait pas de futures sur taux d'intérêt.

## 6.7 Prêts de titres

La CPM n'effectue pas de prêts de titres dans le cadre des placements directs. Les fondations et fonds de placement dans lesquels la CPM investit sont, dans le cadre de leurs placements directs, autorisés à effectuer des prêts de titres.

## 6.8 Explications relatives au résultat net des placements de la fortune

L'Investment Controller surveille constamment les revenus de la fortune et compare le rendement atteint avec la performance du benchmark. La performance globale s'est élevée à 11.9 % (exercice précédent –1.9 %). Les résultats ont été mesurés selon la méthode TWR (time weighted return) conformément à la stratégie de placement présentée au chiffre 6.5.

### 6.8.1 Résultat des actifs opérationnels

Le rendement des actifs opérationnels inchangé de CHF 0.4 million résulte en premier lieu du produit des intérêts découlant des débiteurs de CHF 0.2 million (exercice précédent CHF 0.3 million) et du produit des intérêts inchangé découlant des prêts accordés aux assurés pour l'achat à tempérament d'années d'assurance manquantes de CHF 0.1 million.

### 6.8.2 Résultat des liquidités

L'évaluation est effectuée à la valeur de marché et les intérêts courus sont régularisés. Tous les placements ont été effectués en CHF. Les taux d'intérêt négatifs sur les avoirs bancaires introduits par la Banque nationale suisse le 15 janvier 2015 ont, durant l'exercice sous revue, grevé le résultat à hauteur de TCHF 511.4 (exercice précédent TCHF 32.4).

### 6.8.3 Résultat des prêts

Le revenu comptabilisé correspond aux entrées d'intérêt pendant l'exercice sous revue, aux intérêts courus accumulés sur le portefeuille de prêts et à l'effectif des hypothèques à la clôture du bilan ainsi qu'aux variations d'évaluation sur les prêts des placements collectifs.

| | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Prêts | 14.7 | 15.4 |
| Placements privés | 2.1 | 0.0 |
| Hypothèques actives | 3.9 | 2.8 |
| Arrondi | 0.0 | 0.1 |
| **Total** | **20.7** | **18.3** |

### 6.8.4 Résultat des obligations

| | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Obligations gouvernementales en CHF | 6.2 | 0.7 |
| Obligations non gouvernementales Suisse en CHF | 20.8 | 1.9 |
| Obligations Étranger en CHF | 9.2 | –2.1 |
| Obligations d'État | 31.7 | –13.3 |
| Obligations d'entreprise | 227.8 | –104.1 |
| Placements satellites en obligations | 229.7 | –82.8 |
| Arrondi | –0.1 | 0.1 |
| **Total** | **525.3** | **–199.6** |

**Risques de change**

Les risques de change sont couverts par les opérations sur devises à terme. Un effet positif de CHF 32.8 millions a été réalisé à la clôture du bilan (exercice précédent effet négatif de CHF 5.5 millions). À la date de clôture du bilan, 93 (84) opérations réduisant l'engagement à hauteur de CHF 3109.6 millions (CHF 2846.2 millions) n'étaient pas encore échues.

### 6.8.5 Résultat des actions

| | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Actions Suisse | 522.0 | –170.0 |
| Actions Étranger | 947.4 | –392.3 |
| Placements satellites en actions | 251.4 | –69.1 |
| Arrondi | 0.0 | –0.1 |
| **Total** | **1 720.8** | **–631.5** |

**Placements satellites en actions**

Les risques de change sont, dans une large mesure, couverts par les opérations sur devises à terme. Un effet positif de CHF 14.1 millions a été réalisé à la clôture du bilan (exercice précédent effet négatif de CHF 2.8 millions). À la date de clôture du bilan, 48 (76) opérations sur devises à terme réduisant l'engagement à hauteur de CHF 963.1 millions (CHF 983.6 millions) n'étaient pas encore échues.

### 6.8.6 Résultat des biens immobiliers

| | 2019 *en millions de CHF* | 2018 *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Biens immobiliers Suisse | 407.2 | 286.7 |
| Placements satellites en biens immobiliers | 189.1 | 148.0 |
| Arrondi | 0.0 | –0.1 |
| **Total** | **596.3** | **434.6** |

**Biens immobiliers Suisse**
Le résultat des biens immobiliers Suisse se compose du versement de la FP-CPM à hauteur de CHF 184.0 millions (exercice précédent CHF 205.8 millions), de la variation de la valeur nette d'inventaire de CHF 208.6 millions (CHF 66.0 millions) et de la compensation des frais d'administration des placements de CHF 14.6 millions (CHF 14.8 millions).

**Placements satellites en biens immobiliers**
Les risques de change sont couverts par les opérations sur devises à terme. Un effet positif de CHF 18.2 millions a été réalisé à la clôture du bilan (exercice précédent CHF 7.1 millions). À la date de clôture du bilan, 99 (72) opérations sur devises à terme réduisant l'engagement à hauteur de CHF 2242.1 millions (CHF 1879.3 millions) n'étaient pas encore échues.

### 6.8.7 Charges d'intérêts

| | 2019 *en millions de CHF* | 2018 *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Charges d'intérêts des fonds étrangers | 0.6 | 0.4 |
| Charges d'intérêts de la réserve de contribution de l'employeur | 0.3 | 0.3 |
| **Total** | **0.9** | **0.7** |

**Charges d'intérêts des fonds étrangers**
Les charges d'intérêts des fonds étrangers englobent la rémunération des prestations de libre passage.

## 6.8.8 Frais d'administration des placements

*(art. 48a al. 1b OPP 2)*

### Frais de gestion de la fortune

| *(inscrits au compte d'exploitation)* | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Frais de gestion de la fortune directement comptabilisés (1er niveau de frais) | 6.7 | 7.2 |
| Frais de gestion de la fortune des placements collectifs (indicateurs des frais 2e/3e niveaux de frais) | 81.3 | 74.8 |
| **Frais de gestion de la fortune comptabilisés** | **88.0** | **82.0** |

**Frais de gestion de la fortune directement comptabilisés**
Les frais de gestion de la fortune directement comptabilisés englobent les charges liées à la gestion de la fortune (TER) de CHF 4.9 millions (exercice précédent CHF 5.0 millions), les frais de transaction et impôts (TTC) de CHF 1.3 million (CHF 1.7 million) ainsi que les autres frais (SC) inchangés de CHF 0.5 million.

**Frais de gestion de la fortune des placements collectifs**
Les frais de gestion de la fortune des placements collectifs transparents en matière de frais sont indiqués conformément aux concepts de ratio des frais TER et apparaissent dans le compte d'exploitation en tant que frais de gestion de la fortune. Les rendements des différentes catégories de placements de la fortune ont été augmentés en conséquence. Le poste «Résultat net de l'activité des placements» demeure ainsi inchangé. Tous les placements collectifs sont considérés comme transparents en matière de frais au sens des directives de la CHS PP D-02/2013.

### Indication des postes

| | **31.12.2019** *en millions de CHF* | *%* | **31.12.2018** *en millions de CHF* | *%* |
|---|---|---|---|---|
| Placements directs | 2 750.2 | 10.5 | 2 247.8 | 9.6 |
| Placements collectifs transparents en matière de frais | 23 247.7 | 88.9 | 21 084.9 | 89.6 |
| Actifs opérationnels | 151.5 | 0.6 | 201.5 | 0.9 |
| Arrondi | 0.1 | 0.0 | –0,1 | –0,1 |
| **Total des placements de la fortune** | **26 149.5** | **100.0** | **23 534.1** | **100.0** |
| **Taux de transparence en matière de frais** *(part des placements transparents en matière de frais)* | | **100%** | | **100%** |
| **Total des frais de gestion de la fortune inscrits au compte d'exploitation** *(en % des placements transparents en matière de frais)* | | **0.337%** | | **0.349%** |
| Frais de gestion de la fortune par CHF 100 de placements de la fortune | | 33.7 centimes | | 34.9 centimes |

## 6.9 Explication des placements auprès de l'employeur et de la réserve de contributions de l'employeur

### 6.9.1 Placements auprès de l'employeur

À la clôture du bilan, la CPM disposait des avoirs suivants auprès des employeurs. Ces avoirs étaient entièrement couverts par des réserves de fluctuation de valeurs.

**Placements auprès de l'employeur**

| | 31.12.2019 | | 31.12.2018 | |
|---|---|---|---|---|
| | *en millions de CHF* | *en % des actifs disponibles* | *en millions de CHF* | *en % des actifs disponibles* |
| Actifs opérationnels | 71.5 | 0.3 | 83.7 | 0.4 |
| ■ *Compte courant auprès de la Fédération des coopératives Migros* | *57.3* | *0.2* | *58.7* | *0.3* |
| ■ *Créances envers les employeurs* | *14.3* | *0.1* | *25.0* | *0.1* |
| ■ *Arrondi* | *–0.1* | *0.0* | *0.0* | *0.0* |
| Liquidités | 495.7 | 2.0 | 430.1 | 1.9 |
| ■ *Compte courant auprès de la Fédération des coopératives Migros* | *175.3* | *0.7* | *260.2* | *1.1* |
| ■ *Compte courant auprès de la Banque Migros* | *320.4* | *1.3* | *169.9* | *0.7* |
| ■ *Arrondi* | *0.0* | *0.0* | *0.0* | *0.1* |
| Obligations | 32.8 | 0.1 | 0.4 | 0.0 |
| ■ *Créances découlant d'opérations sur devises obligations d'entreprise* | *8.7* | *0.0* | *0.4* | *0.0* |
| ■ *Créances découlant d'opérations sur devises placements satellites en obligations* | *24.2* | *0.1* | *0.0* | *0.0* |
| ■ *Arrondi* | *–0.1* | *0.0* | *0.0* | *0.0* |
| Actions | 14.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 |
| ■ *Créances découlant d'opérations sur devises placements satellites en actions* | *14.1* | *0.1* | *0.0* | *0.0* |
| Biens immobiliers | 18.2 | 0.1 | 7.1 | 0.0 |
| ■ *Créances découlant d'opérations sur devises placements satellites en biens immobiliers* | *18.2* | *0.1* | *7.1* | *0.0* |
| Arrondi | 0.1 | –0.1 | 0.1 | 0.0 |
| **Total** | **632.4** | **2.5** | **521.4** | **2.3** |

**Comptes courants non garantis**
Les comptes courants non garantis sont rémunérés aux conditions du marché et comptabilisés comme placements auprès de l'employeur. Les avoirs bancaires opérationnels chez l'employeur revêtent un caractère purement commercial et ne sont pas inscrits comme placements chez l'employeur.

**Liquidités**
Les comptes courants non garantis inscrits dans la rubrique des liquidités possèdent un caractère d'investissement, sont résiliables à vue et rémunérés aux conditions du marché.

**Obligations, actions, biens immobiliers**
Il s'agit de créances découlant d'opérations sur devises à terme des catégories de placement obligations, actions et biens immobiliers envers la Fédération des coopératives Migros.

**Baux avec l'employeur**
À la date de clôture du bilan, la fondation de placement de la Caisse de pensions Migros (FP-CPM) comptait des baux avec les entreprises du Groupe Migros d'un volume de loyers de CHF 42.0 millions (exercice précédent CHF 40.8 millions). Ce chiffre correspond à 12.1 % (12.3 %) de l'ensemble des loyers nets. Conformément à l'art. 57 al. 3 OPP 2 qui prévoit que les placements en biens immobiliers utilisés pour plus de 50 % de leur valeur par l'employeur pour ses affaires ne peuvent pas dépasser 5 % de la fortune, la valeur capitalisée s'inscrit à CHF 763.5 millions (CHF 748.9 millions), ce qui correspond à un taux de 3.0 % (3.3 %) des actifs disponibles. À la date de clôture du bilan, la CPM disposait d'un pourcentage inchangé de 96.7 % de toutes les parts émises par la FP-CPM en faveur de la catégorie de placement «biens immobiliers Suisse».

### 6.9.2 Explications sur la réserve de contributions de l'employeur

Pendant l'exercice sous revue, le taux d'intérêt inchangé s'est élevé à 0.05 %, ce qui correspond à l'intérêt de l'avoir en compte courant des entreprises-M auprès de la FCM. À la date de clôture du bilan, à l'instar de l'exercice précédent, 28 employeurs affiliés disposaient d'une réserve de contribution.

| | **2019** *en millions de CHF* | **2018** *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| **État au 1er janvier** | **656.4** | **574.5** |
| Prélèvements | –2.5 | –4.5 |
| Apports | 101.6 | 86.2 |
| **Différence nette** | **99.1** | **81.7** |
| Intérêts | 0.3 | 0.3 |
| Arrondi | 0.1 | –0.1 |
| **État au 31 décembre** | **755.9** | **656.4** |

## 6.10 Rétrocessions

Les gestionnaires de fortune externes et les conseillers spécialisés de la CPM ont attesté n'avoir touché aucune rétrocession dans le cadre de leurs prestations de service pour la CPM durant l'exercice 2019.

## 7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

### 7.1 Compte de régularisation actif

Au terme de l'exercice sous revue, le poste du bilan se composait des éléments suivants:

| | 31.12.2019 *en millions de CHF* | 31.12.2018 *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Aménagements intérieurs activés | 3.2 | 3.8 |
| Biens mobiliers/valeurs immatérielles/projets | 0.1 | 0.3 |
| Autres postes | 0.4 | 0.4 |
| Arrondi | 0.0 | 0.1 |
| **Total** | **3.7** | **4.6** |

Les aménagements intérieurs activés concernent les investissements pour les aménagements à la chose louée au siège de Schlieren. Cet investissement sera amorti sur une durée totale de dix ans, ce qui correspond à la durée de location minimale convenue. Le poste biens mobiliers/valeurs immatérielles comporte des acquisitions dont la valeur se maintient au-delà d'une année. La durée d'amortissement est de cinq ans tout au plus.

### 7.2 Prestations de libre passage et rentes

Au terme de l'exercice sous revue, le poste du bilan se composait des éléments suivants:

| | 31.12.2019 *en millions de CHF* | 31.12.2018 *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Prestations de libre passage non versées/options en capital décompte en décembre de l'exercice sous revue et versement en janvier de l'exercice suivant | 52.9 | 0.1 |
| Compte en attente pour les prestations de sortie apportées/rentes non versées | 3.7 | 2.9 |
| **Total** | **56.6** | **3.0** |

Les prestations de libre passage/options en capital non versées sont de courte durée et versées en janvier de l'année suivante. Dans l'exercice précédent, ces dettes figuraient dans le compte de régularisation passif dans la rubrique «sorties en suspens».

### 7.3 Autres dettes

Au terme de l'exercice sous revue, le poste du bilan se composait des éléments suivants:

| | 31.12.2019 *en millions de CHF* | 31.12.2018 *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| M-participation bénéficiaires de rentes | 1.2 | 1.5 |
| Dettes envers des tiers | 1.4 | 1.1 |
| Comptes courants | 1.1 | 1.1 |
| Arrondi | 0.1 | 0.0 |
| **Total** | **3.8** | **3.7** |

Les dettes découlant de la M-participation bénéficiaires de rentes concernent des coupons que les entreprises-M remettaient aux collaborateurs jusqu'à la fin 1990 au début de l'embauche et à l'occasion d'anniversaires de service. Une restitution est possible en tout temps. La CPM est chargée du traitement de ces coupons rémunérés à un taux de 7 % au moins. La différence par rapport à l'intérêt du marché est facturée aux employeurs respectifs. Les dettes envers des tiers et les comptes courants concernent l'activité opérationnelle et sont généralement de courte durée.

## 7.4 Compte de régularisation passif

Au terme de l'exercice sous revue, le poste du bilan se composait des éléments suivants:

| | 31.12.2019 *en millions de CHF* | 31.12.2018 *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Sorties en suspens | 79.9 | 75.3 |
| Provisions personnel | 1.7 | 1.6 |
| Autres postes | 0.7 | 0.7 |
| Arrondi | 0.1 | 0.1 |
| **Total** | **82.4** | **77.7** |

Les engagements découlant de sorties en suspens se composent de prestations de libre passage envers 1589 assurés (exercice précédent 1723 assurés). Il s'agit ici de cas qui n'ont pas encore pu être traités, faute d'avis de sortie/de documents/de données. Le montant de l'exercice précédent comprenait en outre des prestations de libre passage et des options en capital totalisant CHF 26.6 millions traitées en décembre 2018, mais versées seulement en janvier 2019. Ces versements en suspens sont désormais inscrits dans les dettes.

Les provisions pour le personnel se composent en premier lieu d'engagements latents découlant des soldes de jours de vacances accumulés et des soldes d'heures supplémentaires non encore compensées et de cadeaux d'ancienneté proportionnels.

Les autres postes comprennent les charges qui concernent l'exercice en cours, mais qui ne sont facturées que l'année suivante (révision des comptes, coûts de surveillance, factures de créanciers).

## 7.5 Provisions non techniques

Les provisions non techniques concernent les contributions latentes obligatoires aux futures rentes de remplacement AVS-M de la CPM en tant qu'employeur. Le volume s'élève à CHF 0.2 million (exercice précédent CHF 0.3 million).

## 7.6 Fonds libres

La variation des fonds libres se fait par le biais de l'excédent des produits et des charges. Dans le cas de liquidations partielles, une éventuelle répercussion sur les fonds libres intervient exclusivement dans le compte d'exploitation.

## 7.7 Frais d'administration

**Frais d'administration généraux**
Au cours de la période sous revue, la direction a généré des frais d'administration généraux à hauteur de CHF 30.2 millions (exercice précédent CHF 28.7 millions). Ils comprennent les prestations de la direction aux proches, les charges pour l'administration des placements directs de la fortune ainsi que les autres rendements de CHF 23.1 millions (CHF 21.5 millions).

**Frais d'administration**

| | 2019 *en millions de CHF* | 2018 *en millions de CHF* |
|---|---|---|
| Frais de personnel | 20.1 | 18.9 |
| Honoraires et prestations | 5.0 | 5.0 |
| Corrections de valeur et amortissements | 1.9 | 1.7 |
| Loyers des locaux | 1.5 | 1.5 |
| Communication/information aux assurés | 0.6 | 0.7 |
| Entretien des installations/petites acquisitions | 0.3 | 0.2 |
| Autres frais d'administration | 0.8 | 0.7 |
| **Frais d'administration généraux avant répartitions/rendement** | **30.2** | **28.7** |
| Facturation aux proches de prestations de la direction découlant des Service Level Agreements | –20.1 | –18.7 |
| Rendement de la direction découlant des Service Level Agreements internes | –2.7 | –2.6 |
| Rendements divers | –0.2 | –0.2 |
| Arrondi | –0.1 | 0.0 |
| **Total répartition/rendement** | **–23.1** | **–21.5** |
| **Total des frais d'administration généraux** | **7.1** | **7.2** |

**Organe de révision/expert en matière de prévoyance professionnelle**
Les charges des prestations de révision internes et externes et les charges de l'expert en matière de prévoyance professionnelle se sont élevées à respectivement TCHF 211.2 et TCHF 96.1 (exercice précédent TCHF 235.6 et TCHF 84.8).

**Autorités de surveillance**
Durant l'exercice sous revue, les charges de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich ont atteint TCHF 19.6 (exercice précédent TCHF 16.9).

La Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) détermine les émoluments de surveillance annuels sur la base des frais effectifs et des données au 31 décembre de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice sous revue, la taxe de surveillance 2018 a été perçue (base 2017). En outre, un compte de régularisation de TCHF 5.0 a été constitué pour les frais plus élevés prévus, qui devraient être facturés par l'autorité de surveillance au cours du premier semestre 2020 pour l'année 2019, d'où des charges de TCHF 42.2 (TCHF 36.7).

À la clôture, les charges inscrites dans la rubrique des autorités de surveillance s'élevaient à TCHF 61.8 (TCHF 53.5).

## 8. Demandes de l'autorité de surveillance

En date du 22 août 2019, l'Autorité de surveillance LPP et des fondations du canton de Zurich a pris connaissance sans conditions des comptes 2018.

## 9. Autres informations relatives à la situation financière

Aucune.

## 10. Événements postérieurs à la date du bilan

Aucun événement important postérieur à la date du bilan n'est à signaler.

# Rapport de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

LIBERA

Au Conseil de Fondation de la
**Caisse de pensions Migros**
Schlieren

Zurich, 13 février 2020

**Attestation de l'expert en prévoyance professionnelle**

Sur la base des documents et des données fournis par la Caisse de pensions Migros, nous confirmons en tant qu'expert en prévoyance professionnelle au Conseil de Fondation et à l'Autorité de surveillance ce qui suit au 31 décembre 2019:

- Libera est une société d'experts indépendants et agréés en matière de prévoyance professionnelle selon l'art. 52d et 52e LPP ainsi que l'art. 40 ss OPP2.
- L'examen de la Caisse de pensions Migros au 31 décembre 2019 est réalisé conformément aux directives techniques DTA de la Chambre Suisse des experts en caisses de pensions et plus particulièrement selon la DTA 5.
- Les capitaux de prévoyance et les provisions techniques ont été calculés avec les bases techniques LPP 2015 selon les tables de mortalité par génération et un taux d'intérêt technique de 1.5%.
- Avec une fortune de prévoyance de CHF 25'254.3 millions et un capital de prévoyance de CHF 21'887.2 millions, le degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 s'élève à 115.4% au 31 décembre 2019.
- Les provisions techniques sont conformes au règlement sur la constitution de provisions et de réserves de fluctuation de valeur.
- La réserve de fluctuation de valeur qui s'élève à CHF 3'367.0 millions n'atteint pas son montant cible. Il n'existe pas des fonds libres.
- Toutes les dispositions règlementaires actuarielles sur les prestations et le financement correspondent aux dispositions légales.
- La Caisse de pensions Migros offre au 31 décembre 2019 la garantie suffisante qu'elle peut remplir ses engagements de nature actuarielle. Elle satisfait donc les prescriptions selon l'art. 52e al. 1 LPP.

Meilleures salutations
Libera SA

Jürg Walter, dipl. Math. ETH
Expert en Caisses de Pensions CSEP

Samuel Blum, MSc ETH
Expert en Caisses de Pensions CSEP

**Libera SA** · Experts en prévoyance professionnelle
Stockerstrasse 34 · Case postale · CH-8022 Zurich · téléphone +41 (0)43 817 73 00 · www.libera.ch

# Rapport de l'organe de révision

## au Conseil de fondation de caisse de pensions Migros Schlieren

### Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de caisse de pensions Migros, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019.

#### Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

#### Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

Le Conseil de fondation désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

#### Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019 sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

*PricewaterhouseCoopers AG, Birchstrasse 160, Postfach, 8050 Zürich*
*Telefon: +41 58 792 44 00, Telefax: +41 58 792 44 10, www.pwc.ch*

PricewaterhouseCoopers AG est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

## Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Conseil de fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié:

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- si les fonds libres avaient été utilisés conformément aux dispositions légales et réglementaires;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers AG

Claudio Notter
Expert-réviseur
Réviseur responsable

Sebastian Heesch
Expert-réviseur

Zürich, le 20 février 2020

**Impressum**

Éditeur: **Caisse de pensions Migros,** Wiesenstrasse 15, 8952 Schlieren

Concept et présentation graphique: **www.mendelin.com**

Crédit photo: **Simon Hallström, Zürich**

Illustrations: **fotolia.com**

Par souci de bonne lisibilité, l'emploi de la forme masculine fait indifféremment référence aux personnes de sexe masculin ou féminin.

Publié en français, en allemand et en italien sur Internet. La version allemande fait foi.

**Caisse de pensions Migros**
Wiesenstrasse 15, 8952 Schlieren

Tél. 044 436 81 11
www.mpk.ch
infobox@mpk.ch